

Fédération de 931 associations
et de plus de 60 000 personnes signataires de sa Charte
Agréée pour la protection de l'environnement

RAPPORT MORAL ET D'ACTIVITÉS 2014 DU RÉSEAU "SORTIR DU NUCLÉAIRE"



SOMMAIRE

Texte politique introductif du Conseil d'administration	3
1 – Campagnes et projets prioritaires	
Campagnes	6
<i>Nucléaire : de la mine aux déchets, tous concernés !</i>	
<i>Soutenir et amplifier la lutte à Bure</i>	
<i>Dynamique d'action contre le nucléaire militaire du 6 au 9 août</i>	
<i>STOP au rafistolage ! Campagne pour l'arrêt immédiat des réacteurs de plus de trente ans</i>	
<i>Surveillance citoyenne des installations</i>	
<i>Travailleurs du nucléaire</i>	
Vie interne	17
<i>Réhabilitation</i>	
<i>Congrès du Réseau</i>	
2 – Actions et vie des groupes	
Mobilisations nationales	20
<i>Mobilisation aux quatre coins de la France les 30 novembre et 1^{er} décembre 2013</i>	
<i>Fukushima-Tchernobyl : 50 jours d'actions</i>	
<i>Dynamique d'action contre le nucléaire militaire du 6 au 9 août</i>	
<i>Des actions en série pour dénoncer "les salons qui tuent"</i>	
<i>"Occupe ton rond-point" : 80 actions partout en France le 15 novembre 2014</i>	
Actions locales des groupes	25
3 – Communication, web, publications et relations médias	
La revue "Sortir du nucléaire"	28
De nouveaux supports d'information	28
La newsletter mensuelle	29
Une forte activité web	29
Une présence en progression sur les réseaux sociaux	30
Un travail important en direction des médias	30
4 – Actions juridiques et surveillance citoyenne des installations nucléaires	
Les décisions obtenues en 2014	32
Affaires juridiques en cours	33
5 – Relations extérieures	
Un Réseau actif au sein de nombreux collectifs	35
De nombreuses collaborations et actions communes	35
Un soutien actif au mouvement de convergence des luttes	36
Un soutien à différents acteurs associatifs et militants	36
Rencontres avec les politiques	36
6 – L'activité internationale	
Un comité international actif	38
Intensification des relations franco-allemandes	38
Une deuxième tournée franco-indienne	38
Des contacts suivis avec différentes organisations à l'étranger	39
2015 : une coordination à prévoir à l'occasion de la conférence climatique ?	39

1 - TEXTE POLITIQUE INTRODUCTIF DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

La fin de l'introduction du rapport moral à l'AG 2014 se terminait par la citation d'Hervé Kempf : *"Faiblesse de nos moyens face aux millions des oligarques qui contrôlent les médias. Nous ne sommes rien, ils sont tout. Mais nous avons ce que l'argent ne peut pas acheter : la conviction, l'enthousiasme, la liberté."*

Oui, nous toutes et tous, membres du Réseau "Sortir du nucléaire" engagé-e-s par la Charte, avons toujours la même et forte conviction pour la sortie urgente du nucléaire civil et militaire !

Oui nous sommes toujours enthousiastes pour résister à l'appareil nucléocrate en France et dans le monde dans tous ses aspects de la mine aux déchets !

Oui, nous gardons toute notre liberté pour crier notre indignation face aux dangers criminels d'une catastrophe nucléaire possible en France !

Notre Réseau reste un outil dynamique dans le mouvement antinucléaire en France et dans le monde. Cette année 2014, les membres du CA et de l'équipe salariée n'ont pas ménagé leurs peines pour mobiliser à tous les niveaux avec tous les groupes et mouvements membres et sur tous les territoires de l'hexagone comme le montrent les actions menées localement à plusieurs périodes de l'année.

Vie interne

Le Réseau fêtera ses 20 ans en 2017. Bien des tentatives de coordonner ou fédérer les acteurs locaux de l'opposition au nucléaire, dans le but de porter la lutte au niveau national & international, avaient échouées auparavant. La pérennité du Réseau depuis presque deux décennies est en soi une victoire du mouvement antinucléaire.

Cependant, la force du Réseau dépend de la cohésion, de l'implication et de la vitalité de toutes ses composantes. Celles-ci participent activement à la recherche d'un meilleur fonctionnement du Réseau comme en témoigne le document sur les évolutions organisationnelles apportées au Réseau depuis cinq ans, issues d'un travail collaboratif et des décisions des AG.

La crise interne en cours depuis 2010 a affecté la cohésion du Réseau, au détriment de la lutte antinucléaire, et nul ne souhaite voir perdurer cette situation, comme en témoigne la motion adoptée par l'AG 2014 dans une optique de réconciliation : *"L'AG 2014 du Réseau "Sortir du*

nucléaire" constate que quatre ans après le licenciement de Stéphane Lhomme et la révocation de membres du CA un climat préjudiciable à l'action même du Réseau "Sortir du nucléaire" se poursuit. Dans une optique de réconciliation et de dépassement de nos conflits internes, et vu la difficulté de notre combat, qui nécessite le rassemblement de toutes nos forces dans leurs diversités, l'AG considère qu'il est indispensable de sortir de cette impasse. L'AG vote pour la réhabilitation des militants exclus en février 2010."

Une démarche active de médiation menée par deux médiateurs professionnels bénévoles a été déclenchée pour parvenir à une résolution non-violente et équilibrée de ce conflit.

Les médiateurs ont engagé une concertation depuis plusieurs mois avec les parties impliquées : des membres des CA passés et actuels, des salarié-es actuel-les et un ex-salarié (Stéphane Lhomme). Ce processus est encore en cours parce que les protagonistes ont besoin d'un temps de réflexion pour dépasser leurs réticences. Leur bonne volonté est nécessaire pour qu'ils puissent se rencontrer, s'exprimer, s'écouter et ainsi envisager l'avenir autrement que dans la confrontation en adoptant une position constructive.

Ce conflit ne peut se régler au détriment des uns ou des autres, au risque d'engendrer d'autres conflits. Certes des erreurs ont été commises de part et d'autre, des blessures ont affecté les uns et les autres, des positions antagonistes se sont crispées. Rien de tout cela ne doit être négligé et tout cela peut être réparé, intégré dans notre histoire collective pour amorcer une dynamique nouvelle pour le Réseau. C'est l'enjeu de ce processus de médiation parce que collectivement :

"On peut aussi bâtir quelque chose de beau avec les pierres du chemin" (Goethe)

Le projet de Congrès du Réseau "Sortir du nucléaire", envisagé lors de l'AG 2014 et soutenu activement par le CA du Réseau, est présenté à cette AG dans une motion. Ce premier Congrès du Réseau en 2015 permettra de reconnaître la diversité du mouvement antinucléaire et de refonder la cohésion indispensable à la lutte. Il ouvrira une large concertation pour améliorer le fonctionnement du Réseau, pour accroître la synergie entre le national, les groupes locaux et les coordinations régionales et thématiques, pour construire ensemble une stratégie de lutte plus efficiente à tous les niveaux.

En ces temps stratégiquement décisifs, toutes les composantes du mouvement antinucléaire doivent travailler en bonne intelligence pour que le Réseau soit un moteur de la lutte antinucléaire.

Etat des lieux

L'état des lieux du nucléaire en France n'a pas beaucoup changé depuis un an. Le changement de certains décideurs importants dans les entreprises françaises du nucléaire, ne remet pas en cause la fuite en avant pro-nucléaire des décideurs politiques à tous les échelons. Le projet de loi gouvernemental pour une pseudo-transition énergétique et une croissance soit disant verte a été débattu et voté à l'Assemblée Nationale en octobre 2014 avant de passer devant le Sénat en février 2015 : il est incohérent et économiquement irréaliste. Il s'appuie sur une prévision d'augmentation de la consommation d'électricité de 4 à 5% par an alors que celle-ci stagne depuis plusieurs années. Cette loi entrave la mise en oeuvre d'une véritable transition énergétique, en ne dessinant aucune perspective de réduction effective de la part du nucléaire, sans même parler d'une sortie. Elle est faite sur mesure pour permettre à EDF de prolonger le fonctionnement des réacteurs nucléaires à 40 ans voire plus, et d'envisager parallèlement de nouveaux projets. La fermeture promise des réacteurs de Fessenheim n'est pas du tout garantie en 2016. Aucune mesure n'est proposée pour concrétiser la réduction de la part du nucléaire.

Pourtant, il est à noter que la société Areva en situation financière catastrophique, traîne également le boulet des chantiers calamiteux des EPR de Flamanville et d'Olkiluoto en Finlande. Est-ce le début de l'écroulement de tous ces châteaux de cartes basés sur la désinformation et le mensonge ?

Le feu vert donné au projet CIGEO sur l'enfouissement des déchets radioactifs à Bure dans la Meuse est aussi une erreur politique et condamne des générations à une contamination radioactive certaine à long terme. Les salons Nukléa et Ultrapropre à Grenoble et celui du Bourget (WNE) en octobre 2014, ont été autant de vitrines médiatiques pour le nucléaire qui révèlent l'inertie, le cynisme ou la complicité de la plupart des décideurs de la planète. Les réalisations d'ITER à Cadarache, d'ASTRID sur Marcoule ou d'ICEDA à Bugey sont issues de la même fuite en avant financière et technologique criminelle !

Nous le savons, la catastrophe nucléaire, c'est aujourd'hui qu'elle se prépare en France. *(cf un état des lieux plus complet dans le Document d'orientation stratégique)*

Stop au rafistolage !

Les centrales nucléaires françaises ont été conçues pour fonctionner environ 30 ans. EDF fait pression pour pouvoir rafistoler ses réacteurs vieillissants, dont 33 auront dépassé 30 ans fin 2014, et en prolonger l'activité jusqu'à 50 voire 60 ans, au mépris des risques. Pour cela, l'entreprise envisage un énorme programme de travaux qui pourrait coûter jusqu'à 250 milliards d'euros, mais qui n'empêchera pas le vieillissement inéluctable des réacteurs.

Un choix s'impose aujourd'hui : soit engloutir ces milliards d'euros dans ce rafistolage aussi coûteux que dangereux, soit investir ces sommes dès maintenant dans une véritable transition énergétique (économies d'énergie et énergies renouvelables) et commencer par fermer dès maintenant les réacteurs ayant atteint 30 ans de fonctionnement.

C'est pourquoi de nombreuses actions ont été organisées en 2014 pour remettre en cause ces choix en interpellant les députés sur ce projet de loi et en informant les habitants lors des actions ronds-points ou manifestations tout au long de l'année. Le 15 novembre, à l'appel du Réseau, près de 80 actions "Occupe ton rond-point" pour dire "Stop au rafistolage !" ont été organisées par les groupes et militants partout en France. Installées sur des ronds-points avec banderoles, tracts et autres accessoires, les personnes mobilisées ce jour-là ont permis que notre message soit visible de dizaines de milliers de passants et automobilistes. *(cf le compte-rendu de ces mobilisations dans la partie "Actions et mobilisations nationales")*.

Depuis trois ans maintenant, le Réseau s'est engagé dans des actions juridiques pour la surveillance des installations nucléaires. Depuis la dernière AG, ce réseau de vigilance s'est encore renforcé et a été rejoint par des membres associatifs de CLI. Dans le cadre de la campagne contre les transports de matières radioactives, neuf recours juridiques ont été déposés, soit pour contester la légalité de certains transports étrangers, soit pour faire condamner les exploitants pour des manquements et infractions commis sur des usines de la chaîne du combustible nucléaire.

De la revue "Sortir du nucléaire" aux nombreux communiqués de presse, en passant par de nouveaux supports d'information papier et web, le Réseau " Sortir du nucléaire " a abondamment communiqué vers le grand public et les médias en 2014.

Continuons la lutte en 2015 !

L'année 2015 sera marquée par de nombreuses échéances :

- ◆ vote de la loi de "transition énergétique" par le Sénat,
- ◆ tenue du Traité de Non-Prolifération,
- ◆ publication de l'avis de l'ASN sur la prolongation du fonctionnement des centrales vieillissantes,
- ◆ nouvelle demande d'autorisation de création du projet CIGEO sur Bure,
- ◆ tenue en novembre-décembre au Bourget de la COP21, prochaine grande conférence mondiale sur le climat, qui va probablement être utilisée par l'industrie nucléaire française pour vanter ses technologies "décarbonées", donnant lieu à un spectaculaire déploiement de greenwashing et de mauvaise foi !

Autant de fronts où il sera nécessaire de s'indigner, dénoncer et encore agir pour le mouvement antinucléaire et le Réseau y répondra présent.

Ainsi lors de cette AG, le Réseau peut se doter d'un Document d'Orientation Stratégique et Politique : il sera une première base de travail et de réflexion globale pour tous les acteurs membres du Réseau qui pourra être consolidée lors du 1^{er} Congrès. Cette orientation comprend quatre axes issus de décisions validées lors de plusieurs Assemblées Générales et notamment lors de la priorisation des motions et campagnes pendant l'AG 2014. Ces quatre grands axes d'orientation politique et stratégique dans une période de trois ans, seront déclinés en objectifs et plan d'actions concrets avec les étapes pour y parvenir, ceci à tous les niveaux du local à l'international via des coordinations régionales voire interrégionales.

Ces quatre axes incontournables, reprennent des secteurs de lutte multiples suivis par les groupes ou mouvements sur toute la France :

- ◆ **1^{er} axe : Problèmes sur toute la filière de la mine aux déchets**
Objectif : mettre en avant les problématiques de la gestion des déchets et des matières radioactives

- ◆ **2^{ème} axe : Stop au rafistolage des vieux réacteurs et non a ceux de 3^{ème} ou 4^{ème} génération**

Objectif : problématiser l'évolution du parc nucléaire : vieillissement, prolongation, gaspillage financier, visites décennales...

- ◆ **3^{ème} axe : Non au nucléaire militaire et civil**

Objectif : souligner l'interrelation entre nucléaire civil et nucléaire militaire

- ◆ **4^{ème} axe : La lutte antinucléaire convergente avec les autres luttes**

Objectif : refaire de la lutte contre le nucléaire un enjeu majeur partout !

Ce dernier axe est plus particulièrement important ! Il fait partie d'une revendication plus globale pour une véritable transition écologique et énergétique, au sein du mouvement citoyen contre les grands projets inutiles et nuisibles (aéroport de Notre Dame des Landes, usine de 1000 vaches en Picardie, barrage de Sivens dans le Tarn, parc touristique Center Parc de Roybon dans l'Isère, permis miniers de gaz et huiles de schiste, Grand Marché TAFTA, etc..).

Avec d'autres partenaires, nous devons poursuivre la mobilisation commune, par exemple contre le salon WNE au Bourget, le travail en commun avec d'autres associations et collectifs nécessaire pour que le nucléaire ne soit pas considéré comme une solution au changement climatique, notamment via les villages des alternatives initiés par Alternatiba autour de l'appel *Changeons le système pas le climat !* A Bristol, à Fukushima, en France, des héros ordinaires se battent pour rendre la vie meilleure. Et inventer une autre ère énergétique et économique.

Contre le nucléaire et son monde

Toutes les installations nucléaires en France ont été imposées aux populations, deviennent toujours plus dangereuses pour la santé et la vie de celles-ci et sont inutiles comme tous ces grands projets ! Pas étonnant qu'ils suscitent des voix qui s'élèvent et qui s'opposent ! Puis qui créent et inventent un autre bien vivre !

Notre lutte par et avec le Réseau va dans le même sens : informer et former des êtres humains qui s'indignent face à cette énergie mortifère, refusent la fatalité de l'accident programmé et veulent construire un autre monde sans nucléaire et ses conséquences.

2 - CAMPAGNES ET PROJETS PRIORITAIRES

En Bref :

- ◆ 6 campagnes prioritaires
- ◆ plus de 128 000 tracts et brochures distribués, 52 000 posters et plus de 50 000 courriers d'interpellation diffusés, 8 000 autocollants et près de 40 banderoles envoyés aux militants et sympathisants parmi le matériel réalisé spécifiquement pour ces campagnes.
- ◆ plus de 35 000 personnes signataires de la pétition "Pas de transition énergétique sans sortie du nucléaire"
- ◆ plus de 100 actions locales organisées dans le cadre de campagnes nationales
- ◆ 13 actions juridiques entreprises

Campagnes

Une priorisation qui a permis la mise en oeuvre d'axes stratégiques clairs

Lors de l'Assemblée Générale de janvier 2014, de nombreuses motions et campagnes ont été adoptées par l'AG. Pour la première fois et à la différence des AG précédentes, un vote de priorisation a permis de mettre en exergue les campagnes qui devaient être mise en oeuvre en priorité et ainsi de mettre en avant des axes stratégiques clairs, ce qui est une avancée notable. Cette priorisation a également permis au Conseil d'Administration de mener une réflexion sur un document d'orientation stratégique qui sera présenté et discuté lors de l'AG de 2015.

Une meilleure méthodologie pour la mise en oeuvre et le suivi des projets prioritaires

Cette année, une attention particulière a été apportée à la concertation avec les groupes dans la mise en oeuvre des campagnes prioritaires par l'AG dès le début du cadrage des projets. Entre le mois de février et le mois de septembre, plusieurs réunions ont été organisées avec les groupes porteurs et les groupes concernés par les motions prioritaires. Ces réunions avaient pour objectifs de préciser les attentes des groupes pour la mise en oeuvre des textes qu'ils avaient présentés, de préciser le rôle que le Réseau devait jouer dans cette mise en oeuvre et de réfléchir de manière plus précise au cadre et à la déclinaison des projets.

En ce qui concerne la déclinaison concrète et le suivi des campagnes prioritaires au sein de l'équipe CA-salariés, une méthodologie a été mise en place pour les décliner concrètement, réaliser des plans de campagne, avec des objectifs précis et atteignables, ainsi que des calendriers et des budgets prévisionnels.

Pour chaque projet, un référent du Conseil d'Administration et de l'équipe salariée ont été désignés. Des points de suivi sont réalisés régulièrement et des réunions sont organisées ponctuellement et autant que nécessaire avec les groupes concernés, afin de maintenir un lien étroit entre les personnes à l'origine du projet (ou concernées par le projet) et celles chargées de le mettre en oeuvre. Des réunions ultérieures sont également envisagées afin de dresser des bilans d'étape et de réfléchir à la suite des projets de manière commune et concertée. Enfin, un travail d'évaluation des actions menées est désormais systématisé pour identifier les ingrédients qui en font la réussite, et afin de pouvoir mener une réflexion sur l'efficacité de telle ou telle action et continuer de progresser.



Nucléaire : de la mine aux déchets, tous concernés !

Parce que l'envers du décor de l'industrie nucléaire est très souvent méconnu, le Réseau "Sortir du nucléaire" lançait en avril 2013, la campagne "Nucléaire : de la mine aux déchets, tous concernés". Objectif : mettre en lumière les différentes étapes de la chaîne du combustible, les nuisances qu'elle engendre et montrer que quel que soit son lieu d'habitation, chacun est concerné et exposé au risque

que l'industrie nucléaire fait peser sur les populations. Cette campagne a depuis donné lieu à de nombreuses actions sur le terrain, révélations de scandales et recours en justice, mis en place en lien étroit avec les groupes concernés par ces thématiques.

L'AG de 2014 a décidé de prolonger cette campagne. Après concertation avec les groupes porteurs de la motion ainsi qu'avec des collectifs créés autour de cette question, et suite à plusieurs rencontres et réunions de travail (rencontres STOP-uranium, réunions avec les groupes concernés, assemblées antinucléaires, rencontres franco-allemandes...), il a été décidé de recentrer notre action sur les transports de matières radioactives et de resserrer nos objectifs.

Nous revenons dans cette partie uniquement sur les actions ayant eu lieu à partir de novembre 2013, date d'écriture du précédent rapport moral. Pour plus d'informations sur les actions menées dans le cadre de cette campagne entre les mois d'avril et novembre 2013, voir le rapport moral 2013 de l'association.

Un travail d'enquête pour révéler au grand jour des informations tenues secrètes

Lorsque nous avons lancé en avril 2013 la campagne "Nucléaire : de la mine aux déchets, tous concernés", un de nos objectifs était de révéler et mettre en lumière les dessous de la chaîne du combustible nucléaire. Pour ce faire, il nous fallait enquêter sur la route de l'uranium n'était que parcellaire. Nous nous sommes donc penchés sur ces convois radioactifs qui traversent chaque jour, dans le plus grand secret, les routes et voies ferrées de l'Hexagone.

Chaque année, ce sont ainsi 19 000 transports qui sont réalisés pour les besoins de l'industrie nucléaire civile par train, par camion ou par bateau. Entre les usines de combustibles, les 58 réacteurs et les centres de stockage ou d'entreposage, ces convois quotidiens tissent une toile radioactive qui n'épargne aucune région française. Le trafic auquel se livre l'industrie nucléaire que nous avons découvert est sans commune mesure avec ce que nous avons pu imaginer au début de notre enquête.

Pour répertorier toutes ces informations, nous avons en particulier mis en place un travail de suivi sur le terrain et réalisé de nombreuses recherches et demandes et exploité des documents de l'Autorité de sûreté nucléaire allemande et/ou fournis par des militants allemands, qui interrogent régulièrement les élus des différents Länder sur les allées et venues de matières nucléaires, ce qui leur permet d'obtenir des données détaillées. Des

démarches complémentaires auprès de parlementaires allemands ont été entreprises, afin que ceux-ci déposent des demandes officielles pour obtenir la publication de données supplémentaires non publiées et non disponibles en France à ce jour. Cela nous a par exemple permis d'identifier que la France et l'Allemagne étaient de véritables plaques tournantes du trafic de matières radioactives. Nous avons également effectué de nombreuses demandes auprès de l'ASN, des exploitants, et des transporteurs afin de connaître les différents flux de transports nucléaires. Nous nous sommes par exemple intéressés à la base logistique de Void-Vacon, implantée dans la Meuse, par laquelle transitent, selon nos informations, des substances radioactives (uranium destiné à l'enrichissement, déchets de l'enrichissement, combustible neuf...). Une deuxième plateforme logistique, a été identifiée, celle de Velaines.

Un suivi régulier des trains d'uranium en provenance d'Allemagne

Depuis le milieu de l'année, notre association met en place, en lien avec des associations et collectifs allemands, un suivi régulier des transports de concentré de minerai d'uranium (Yellow cake) en provenance de Namibie, du Kazakhstan et d'Ouzbékistan, acheminé en France via le port d'Hambourg en Allemagne. En novembre 2014, par exemple, nous avons réalisé un suivi d'un train chargé d'uranium, qui avait été bloqué pendant 7h par des militants allemands juste après son départ du port. Ce suivi régulier permet d'informer progressivement les populations des communes traversées par ces convois. A Narbonne, nous avons pu clairement constater que la population étaient totalement désinformée et que notre travail permettait de mettre en lumière l'arrivée de convois, jusque-là ignorés des habitants.

Plusieurs réunions entre des militants de France et d'Allemagne ont été organisées. Des représentants du Réseau se sont rendus au camp de Kiel au mois d'août, ainsi qu'à une rencontre à Münster en novembre.

Des listes d'échanges et réseaux de communication ont également été mis en place, afin de faciliter la diffusion d'information entre les deux pays. Grâce à ces liens resserrés, nous avons pu mener un travail d'enquête et récolter de nombreuses informations jusqu'alors tenues secrètes en France.

Nos équipes de vigies se renforcent

Tout au long de l'année, nous avons travaillé à renforcer nos équipes de vigies des transports sur le terrain, afin de pouvoir suivre de manière efficace différents convois.

Pour constituer des équipes de vigies et de personnes prêtes à agir, nous mettons également progressivement en place des journées de formation à la surveillance et à l'action.

Un travail d'interpellation et de plaidoyer

Depuis 2008, Areva cherche à implanter un grand complexe minier au Nunavut, territoire du grand Nord canadien habité par les Inuit. En janvier 2013, le Réseau "Sortir du nucléaire" avait adressé une lettre et une pétition signée par 30 000 personnes aux ministères de l'Écologie, du Développement, des Affaires Étrangères et du Commerce Extérieur pour leur demander d'interdire la construction de cette mine d'uranium. Nous avons ensuite été reçus par le directeur de cabinet du ministre du Développement Pascal Canfin, François Croquette, le 4 février 2014 et avons remis une note au ministère demandant l'annulation des projets d'Areva au Nunavut. Les demandes de rendez-vous adressées aux autres ministères sont en revanche restées sans réponse (si ce n'est un courrier de trois lignes de langue de bois signé par Laurent Fabius !)

De nombreuses actions et mobilisations tout au long de l'année

Les 30 novembre et 1er décembre 2013, une vingtaine d'actions pour barrer la route à l'uranium

En réponse à l'appel à mobilisation lancé par le Réseau "Sortir du nucléaire", une vingtaine d'actions ont eu lieu dans toute la France le week-end du 30 novembre et 1er décembre. Objectif : barrer la route à l'uranium et s'opposer à l'industrie nucléaire dans son fonctionnement quotidien et routinier. Se saisissant de leurs thématiques locales, les groupes et militants du Réseau ont redoublé d'imagination pour sensibiliser la population aux risques du nucléaire. *(Pour retrouver le compte-rendu détaillé des mobilisations, voir la partie Actions et vie des groupes)*

Victoire des bloqueurs d'uranium à Narbonne

Le 12 septembre 2013, 40 personnes du collectif STOP-Uranium bloquaient un camion de tétrafluorure d'uranium à proximité de l'usine Areva-Comurhex Malvésy, près de Narbonne. Cette action non-violente de désobéissance civile visait à dénoncer les risques liés aux convois radioactifs qui sillonnent la région. Suite à l'action, seule une militante – la conductrice de la fourgonnette qui avait stoppé le camion – a été arrêtée et inculpée, risquant deux ans d'emprisonnement et 4500 euros d'amende.



Le matin du 20 février 2014, au tribunal de Narbonne, c'est une audience un peu particulière qui se jouait, puisque 22 personnes avaient demandé à comparaître volontairement pour dénoncer l'inculpation arbitraire d'une seule militante et pour affirmer le caractère collectif et politique de leur action. Le jugement, qui devait se tenir le 7 janvier 2014, a été repoussé au 20 février, la juge ayant demandé le renvoi du procès pour tenir compte de ces comparutions.

Ce jour-là, plusieurs dizaines de militants étaient présents pour soutenir les bloqueurs et bloqueuses d'uranium. Parallèlement à ce rassemblement, un texte de soutien avait été diffusé en amont et ce sont au total plus de 8000 personnes, dont de nombreuses personnalités, qui ont apporté leur signature à la pétition "Nous sommes tou-te-s des bloqueur-se-s d'uranium".

Fort de ces nombreux soutiens, l'avocat du collectif a demandé la relaxe de la militante, l'état de nécessité qui a conduit à l'organisation de ce blocage - le danger du nucléaire - étant bien supérieur à l'infraction commise. Terry, la personne inculpée, sera finalement reconnue coupable d'entrave à la circulation, mais dispensée de peine. Elle devra juste s'acquitter de sanctions administratives : une amende forfaitaire de 70 euros pour l'atteinte au code de la route et un retrait de points sur le permis de conduire.

Si le rejet de la demande de comparution volontaire et de la demande de relaxe sont à déplorer, une telle dispense de peine est suffisamment rare pour être soulignée, car elle revient à reconnaître le caractère légitime de l'action du collectif. Le procureur a lui-même déclaré publiquement que "c'est grâce à l'action [des militants] que la société évolue et progresse" !

Du matériel militant pour être visible sur le terrain

L'année dernière, des tracts sur chaque étape de la chaîne du combustible ont été imprimés et diffusés via la boutique du Réseau. Ces tracts sont régulièrement réimprimés en fonction des besoins des groupes. Depuis le lancement de la campagne, ce sont plus de 100 000 tracts qui ont été diffusés de la main à la main.

Sur l'exercice financier de septembre 2014 à août 2015, nous avons prévu le budget nécessaire pour que plusieurs nouveaux tracts puissent être réalisés, en fonction des besoins de groupes sur le terrain. Un tract type sur les transports a ainsi été rédigé et mis en page. Ce tract comprend un recto commun et un verso qui sera complété à la demande, en fonction des problématiques locales (5 ou 6 versions envisagées). Une première version sur les transports d'uranium entre la France et l'Allemagne a été réalisée et est disponible dans la boutique.

Des autocollants et affiches "Transports radioactifs – STOP au trafic" ont également été réalisés et imprimés à la rentrée et mis à la disposition des groupes. Des t-shirt ont été fabriqués pour améliorer la visibilité de nos actions. Autre nouveauté réalisée dans le cadre de cette campagne : des pin's prenant la forme d'un X jaune et symbolisant la lutte contre les transports nucléaires.

Des appels à mobilisation réguliers

Régulièrement, des messages sont envoyés aux groupes concernés par les convois afin de les informer du travail en cours, de leur proposer de rejoindre la dynamique et de les mobiliser en vue d'actions à venir contre les transports radioactifs.

Des outils et temps d'information pour sensibiliser le plus grand nombre

Nous avons publié de nombreuses analyses et supports d'information, dont l'infographie "Nucléaire : l'envers du décor". Mois après mois, celle-ci a été diffusée étape par étape, en lien avec des actualités et actions organisées.

À ce jour, plus de 20 000 personnes ont visionné notre vidéo d'animation expliquant la réalité de la filière nucléaire et de ses pollutions.

Après des mois d'enquête et de recherches, nous avons réalisé une compilation des données récoltées, ainsi que des fiches pratiques pour informer et former les militants au suivi des convois. Ces informations ont été diffusées à plusieurs reprises lors d'ateliers transports et de réunions et seront prochainement mises à la

disposition des militants sur notre site et à l'occasion des journées de formation (un guide format papier sera également réalisé).

Enfin, des articles relatifs aux transports radioactifs sont régulièrement publiés dans la revue et sur notre site, comme par exemple un article reprenant toutes les informations que nous avons pu récolter sur les 19 000 transports qui traversent la France chaque année.

Des réunions d'information locales ont par ailleurs été organisées par plusieurs groupes, comme par exemple à proximité de Void-Vacon dans la Meuse. A Narbonne, une soirée publique d'information a suscité un tel intérêt que de nombreuses personnes ont dû rester dehors. Pour répondre à cette forte demande, les militants du Languedoc-Roussillon sont parvenus, non sans difficulté, à obtenir le prêt du Palais du Travail pour l'organisation d'une grande journée d'information qui se tiendra en février 2015.

Une communication à destination des médias qui porte ses fruits

Un travail à destination des médias locaux et nationaux a été mis en place pour faire diffuser les informations et revendications portées par notre association dans le cadre de cette campagne.

La découverte d'une plaque tournante pour des camions chargés de matières nucléaires à Void-Vacon près de Bure a fait du bruit dans la presse locale, conduisant les élus locaux à réagir et permettant d'informer la population qui était jusque-là maintenue dans l'ignorance.

Notre suivi du déraillement d'un wagon chargé de combustible usé fin-décembre 2013 a donné lieu à de nombreux articles de presse et à la reprise de nos arguments, ainsi qu'à une émission radio spéciale transports sur Fréquence Paris Plurielle le 16 janvier 2014.

La coordination mise en place avec des militants allemands pour un suivi des convois Hambourg-Malvési, de ceux pour Pierrelatte au départ de l'usine d'enrichissement de Gronau a permis la parution de nombreux articles sur ces allées et venues insoupçonnées dans la presse quotidienne et les radios locales, en particulier en Lorraine, en Bourgogne et en Languedoc-Roussillon. Plusieurs journalistes nationaux ont également commencé à s'intéresser au sujet. Un gros travail de préparation est en cours en vue d'un reportage d'investigation fouillé.

Par ailleurs, les informations collectées en Allemagne ont également permis de mettre en évidence des convois de combustibles nucléaires neufs allemands et suédois à destination des centrales françaises ! Ces informations, révélées lors de la manifestation "Fukuchinon" en avril 2014, ont notamment fait l'objet d'un article dans *Le Parisien* et d'une dépêche AFP.

Autre exemple, dans son n°325, de février 2014, *Golias Hebdo* consacrait un dossier spécial à la chaîne de l'uranium et aux transports dangereux et incessants qui traversent la France quotidiennement. Un dossier fouillé et complet, qui donne un bon aperçu de la problématique.

Mais c'est incontestablement la mobilisation contre l'usine de Malvési et les transports, qui entrent et sortent du site, qui a donné lieu au plus de reprises. Depuis le lancement de la campagne, des dizaines d'articles reprenant nos informations, actions et arguments ont été publiés dans la presse quotidienne régionale, alors qu'il y a quelques mois encore les nuisances de l'usine étaient quasiment ignorées. Les informations rendues publiques et les mobilisations organisées ont également permis la réalisation d'un reportage de Delphine Aldebert, une réalisatrice travaillant pour France TV, qui a suivi les actions du Collectif STOP-uranium (diffusé plusieurs fois sur France 3), ainsi qu'à l'enregistrement d'une émission "Terre à Terre" par Ruth Stégassy dédiée à l'usine et diffusée sur France Culture en janvier. Les deux audiences du procès des "bloqueurs d'uranium" ont elles aussi été correctement médiatisées au niveau local, la réaction positive du procureur déclenchant un véritable débat de fond. Elles ont également donné lieu à des reportages sur France 3 et Arte.

De nombreux recours juridiques et des audiences à venir

Dans le cadre de cette campagne, neuf recours juridiques ont été déposés, soit pour contester la légalité de certains transports étrangers, soit pour faire condamner les exploitants pour des manquements et infractions commis sur des usines de la chaîne du combustible nucléaire.

Pour certains dossiers, comme celui concernant le site de Marcoule ou celui sur Malvési, les enquêtes sont toujours en cours et des audiences devraient avoir lieu dans les mois à venir. *(Pour plus de détails, cf la partie juridique de ce rapport moral)*

Par ailleurs, nous avons pu constater au cours de notre travail d'enquête que de nombreux transports échappaient

à tout contrôle et été réalisés dans des conditions de sécurité et de sûreté pour le moins discutables. Pour certains d'entre eux des irrégularités ont été constatées et un travail d'enquête est en cours pour évaluer les possibilités d'interventions auprès des instances officielles ou de recours juridiques.

Soutenir et amplifier la lutte à Bure

Le 15 mai 2013, la Commission Nationale du Débat Public (CNDP) a lancé le "débat public" sur le projet CIGEO, le projet de centre d'enfouissement des déchets les plus radioactifs à 500 m de profondeur. Grâce à la mobilisation des opposants, soutenue par de nombreuses associations, dont le Réseau "Sortir du nucléaire", aucune réunion publique n'a pu être maintenue et la Commission Particulière du Débat Public a dû se retrancher derrière un forum internet pour satisfaire au cadre officiel (solution de repli présentée comme une "innovation exceptionnelle"). Elle a également organisé une conférence de citoyens rassemblant 17 "naïfs" (*sic!*) qui a rendu le 3 février 2014 un avis demandant le report du projet.



Le 12 février 2014, alors que la commission particulière présentait ses conclusions, trois de ses membres se désolidarisaient du compte-rendu du débat car leur position, qui divergeait de celle du président de la Commission Nationale du Débat Public, n'apparaissait pas dans les conclusions. S'exprimant à plusieurs reprises dans les médias, certains de ces trois membres ont dénoncé l'absurdité d'un débat purement formel,

organisé sur un projet qu'il n'était pas possible de questionner.

Le fiasco de ce débat, la mobilisation et le travail de communication et d'information réalisé en dehors et au sein même du "débat" ont permis de mettre sur la table des éléments lourds qui légitimeraient une annulation pure et simple de CIGEO : flou sur l'étendue du projet et ses coûts, risques, incertitudes sur les types de déchets à stocker et leur conditionnement, problèmes liés aux transports, controverses autour du potentiel géothermique à l'aplomb du site dissimulé par l'Agence pour la gestion des déchets radioactifs, critiques émanant des voisins allemands et luxembourgeois, problèmes éthiques évidents, nombreuses irrégularités - à commencer par les marchés publics passé par l'ANDRA (Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs) pendant le débat... Mais alors que les déboires de l'ANDRA se multiplient, et malgré le fiasco du débat public, l'État et le gouvernement auront tout fait cette année pour poursuivre et imposer coûte que coûte le projet.

Conformément aux attentes exprimées par l'Assemblée Générale 2014, le Réseau a apporté un soutien important aux collectifs locaux qui continuent à se mobiliser pour faire échouer le projet.

Un relais, un appui et un soutien aux mobilisations et actions des collectifs

Le mardi 3 décembre 2013 en début de matinée, des militants de la Coordination Bure STOP et du Réseau "Sortir du nucléaire" ont perturbé le vernissage presse de l'exposition de l'ANDRA "La radioactivité : de Homer à Oppenheimer" qui se tenait à Paris. Objectif : dénoncer la vaste opération de communication de l'agence qui, en mettant en scène Homer Simpson, Spiderman, Hulk, tente d'en banaliser les dangers. Osé ! L'ANDRA l'a pourtant fait... Ce serait comique si ce n'était si grave.

Le 12 février 2014, le Réseau "Sortir du nucléaire" a manifesté aux côtés des associations locales devant le lieu du rendu du débat public à Paris, appelant à l'abandon immédiat du projet.

Le 1er juin 2014, l'assemblée antinucléaire Grand tEst (assemblée de lutte contre CIGEO, le nucléaire et son monde qui se réunit depuis septembre 2013) lançait la campagne BURE 365 : un appel à une année d'actions avec pour but de faire connaître et d'amplifier la lutte contre le projet CIGEO.

Le Réseau "Sortir du nucléaire" a soutenu et relayé cet appel, en incitant les groupes et militants de l'association

à rejoindre cette campagne et à s'en emparer. L'appel à mobilisation, le compte-rendu des premières actions ainsi que des témoignages ont été publiés sur notre site et dans la revue n°62.

Nous avons également diffusé les informations pour rejoindre et participer au Halage du débat, organisé par le groupe des Bures Haleurs en juillet et au festival Nuke-Off de Nancy les 5, 6 et 7 septembre 2014.

Enfin, un projet de marche autour de la "Zone d'Intérêt pour la Reconnaissance Approfondie" se prépare pour le 7 juin 2015. Sollicité par les associations locales organisatrices, le Réseau les appuiera dans l'année à venir pour mener à bien cette mobilisation.

Un appui à la communication et à l'interpellation des politiques

Tout au long de l'année, une veille a été assurée sur l'actualité de Bure et sur la question des déchets.

Par ailleurs, le Réseau a apporté un soutien pour relayer des communiqués, signer des textes communs, demander des RDV auprès d'instances politiques lorsqu'il était sollicité par les collectifs locaux pour coordonner des réactions ou amplifier des communications.

Nous avons par exemple signé, aux côtés d'une cinquantaine d'associations, la lettre ouverte adressée le 3 février 2014 à Philippe Martin, à l'époque Ministre de l'Environnement (ainsi qu'à Laurence Tubiana, Présidente du Conseil National de la Transition Énergétique - CNTE - et à Laurent Michel, de la Direction générale Énergie et Climat - DGEC), demandant le retrait des articles concernant CIGEO et l'enfouissement des déchets qui avaient été insérés dans le projet de loi diffusé en fin d'année.

Suite à cette lettre ouverte, nous avons pu obtenir un rendez-vous auprès de la DGEC, auquel nous nous sommes rendus avec des représentants de BURESTOP 55, de Mirabel/Lorraine Nature Environnement et de l'ASODEDRA. La rencontre avec Charles-Antoine Louët, sous-directeur de l'industrie nucléaire à la DGEC, qui a duré environ une heure, nous a permis d'exprimer notre refus de voir CIGEO introduit dans une loi consacrée à la transition énergétique, même si notre interlocuteur semblait très formaté par une vision nucléophile !

Le 18 juin, alors que Ségolène Royal présentait à la presse son projet de loi sur la transition énergétique, s'est joué un incroyable tour de passe-passe atomique. En fin de matinée, lors de sa conférence de presse, la

Ministre ne fait aucune allusion au projet CIGEO. Aucune mention non plus dans les documents diffusés par le ministère, ni dans le pré-projet qui circule et a fuité sur internet. Pourtant dans un mail transmis bien tardivement aux membres de la commission spécialisée du CNTE en charge de ce projet de loi qui doivent se réunir le lendemain, une nouvelle version du projet apparaît, avec cette fois un article 35 relatif à CIGEO revenant sur la loi de 2006 relative à la gestion des déchets. Lorsque nous apprenons cela, nous décidons de monter au créneau ensemble avec la coordination BURE-STOP et les Amis de la Terre. Le 19 juin, nos associations réagissent, diffusent plusieurs communiqués et informent EELV du passage en force du gouvernement. Dès le lendemain, le gouvernement recule face à la polémique et retire CIGEO du pré-projet de loi sur la "Transition énergétique".

Malgré la tentative d'amendements du projet de loi par des députés UMP, l'article n'a pas été réintroduit dans le projet de loi pendant les débats à l'Assemblée. Et pour cause, le gouvernement avait, en réalité, déjà trouvé un autre texte dans lequel faire passer en douce le projet : le projet de "loi pour la croissance et l'activité". Dans le chapitre III, intitulé "Industrie", le projet CIGEO fait son grand retour, à l'article 72. L'objectif de l'État est clair désormais : faire passer le projet aux côtés d'autres mesures qui n'ont rien à voir pour éviter qu'un débat ne puisse se cristalliser. A l'heure où nous bouclons ce rapport moral, plusieurs associations ont déjà vivement réagi et la résistance s'organise pour tenter d'obtenir le retrait de l'article en question.

Des outils d'information pour faire connaître la lutte à Bure

Un dossier "Bure STOP" a été mis en ligne sur notre site, sur lequel sont relayées les actualités et informations relatives au projet et à la lutte contre CIGEO. Régulièrement, des articles sont publiés sur le sujet dans la revue "Sortir du nucléaire". Un volet de l'infographie "l'envers radioactif du décor" a également été consacré à la thématique des déchets.

Suite à la diffusion à 15 000 exemplaires de la brochure Bure STOP, une nouvelle édition a été remise à jour par les militants locaux, avec l'appui et la relecture du Réseau. Les coûts d'impression ont, comme pour le premier exemplaire, étaient pris en charge par le Réseau et cette brochure est disponible sur la boutique depuis le mois de juillet.

Un tract sur le sujet, plusieurs fois réédité, est toujours disponible dans la boutique du Réseau.

Pour les 20 ans de la lutte contre le projet CIGEO, l'association BURESTOP 55 a réalisé un gros travail de compilation et d'archive afin d'éditer un livre sur l'histoire de la lutte contre l'enfouissement des déchets, avec le soutien financier du Réseau.



Un groupe de travail sur les aspects juridiques du projet

Nous le savons, nous avons peu de prise sur l'autorisation de création de CIGEO qui sera délivrée en fin de processus. Pour autant, il est stratégiquement utile de suivre de près les différentes étapes administratives et légales de mise en place du projet et de tenter d'enrayer son processus d'autorisation le plus tôt possible. Depuis le mois de mai, un groupe de travail sur l'aspect juridique et la procédure de CIGEO a été mis en place pour suivre le dossier et identifier les pistes de recours pour contrer le projet. L'objectif est d'avoir un travail juridique constant et d'informer la population. Et puisque nous ne pouvons pas agir juridiquement dès maintenant contre une décision qui n'a pas encore été prise, une stratégie est mise en place pour déposer des recours connexes au projet et porter atteinte à la crédibilité des porteurs du projet. D'ores et déjà, une action juridique en responsabilité délictuelle contre l'ANDRA concernant le potentiel géothermique de Bure est en cours. L'audience aura lieu le 5 janvier 2015, au TGI de Nanterre. Nous envisageons également d'attaquer certains décrets et autorisations liés au projet CIGEO. Enfin un guide sur les droits des riverains et des communes face à l'ANDRA est en cours de réalisation.

Maison de Résistance à la poubelle nucléaire : 10 ans déjà !

Achetée en ruine en 2004, dans le but d'installer dans la durée un lieu de vigilance, d'information et de lutte contre le projet de poubelle nucléaire en Meuse/Haute-Marne, la maison de Bure a bien changé ! 10 ans déjà ! 10 ans de travaux, d'actions, de discussions, de débats...de tout ça à la fois. Le Réseau, engagé dans la SCI "Maison de Bure" à hauteur de 40%, continue d'apporter un soutien à ce projet.

Cette année, la présence de la maison sur la commune de Bure a permis que s'organisent de nombreux événements et réunions (accueil de stage clown, de stage grimpe, d'assemblées antinucléaires, d'actions de convergence des luttes...). Au côté de militants locaux, le Réseau y a par exemple impulsé l'organisation de rencontres franco-allemandes, dans le but de fédérer des militants des deux pays, de partager des connaissances et d'envisager des actions communes.

Côté travaux, le chantier de salle multi-activités engagé en 2010, s'est poursuivi. Le chauffage y est raccordé et le carrelage y a été posé. L'installation de sanitaires collectifs attenants à la salle est en cours. D'ici quelques mois, et une fois les formalités administratives accomplies, la salle pourra désormais accueillir officiellement du public.

Dynamique d'action contre le nucléaire militaire du 6 au 9 août

Entre le 6 et le 9 août 2014, des centaines de personnes ont participé aux mobilisations organisées dans toute la France. La grande diversité des actions (rassemblements, occupations, jeûnes, die-in, conférences, commémorations des bombardements de Hiroshima et Nagasaki) a montré le dynamisme de la lutte pour le désarmement nucléaire.

Ces mobilisations ont permis de renforcer les liens avec les militant-e-s du Royaume-Uni, de Polynésie et d'Allemagne : des Anglais sont venus participer aux Jeûnes-Actions de Paris et Dijon tandis que des Français rejoignaient les Jeûnes-Actions en Grande-Bretagne et en Allemagne.

Des dizaines de personnes ont participé à une action originale, à l'initiative de militants anglais: tricoter une très longue écharpe rose pour relier les sites de Burghfield et Aldermaston. Les 80 mètres confectionnés en France ont été déployés à Paris et devant le site de Valduc, avant d'être emportés en Grande-Bretagne.



Le Réseau a apporté un soutien important aux groupes pour lancer la dynamique (appui financier, diffusion des appels à mobilisation, plateforme spécifique sur le site, volet militaire de l'infographie, mise en relation entre militants), ainsi qu'un appui à la communication (suivi des mobilisations sur le site, mise en relation média et relance, diffusion de communiqué...) et une coordination pour le matériel militant. Des représentants du Réseau étaient actifs sur le terrain pour contribuer au lancement de cette nouvelle dynamique, mise en œuvre grâce à l'adoption de cette motion en Assemblée Générale.

Une campagne d'actions contre le nucléaire militaire sera de nouveau lancée en août 2015, avec l'implication de d'avantage de groupes et le soutien du Réseau pour en faire un grand succès. *Retrouvez un compte-rendu plus complet de la dynamique d'action dans la partie "Actions et vie des groupes".*

Nucléaire : STOP au rafistolage ! Campagne pour l'arrêt immédiat des réacteurs de plus de trente ans

Les centrales nucléaires françaises ont été conçues pour fonctionner environ 30 ans. EDF fait pression pour pouvoir rafistoler ses réacteurs vieillissants, dont 33 auront dépassé 30 ans fin 2014, et en prolonger l'activité jusqu'à 50 voire 60 ans, au mépris des risques. Pour cela, l'entreprise envisage un énorme programme de travaux qui pourrait coûter jusqu'à 250 milliards d'euros, mais qui n'empêchera pas le vieillissement

inévitable et dangereux d'une partie des équipements. Un choix s'impose aujourd'hui : soit engloutir ces milliards d'euros dans ce rafistolage aussi coûteux que dangereux, soit investir ces sommes dès maintenant dans une véritable transition énergétique (économies d'énergie et énergies renouvelables) et commencer par fermer dès maintenant les réacteurs ayant atteint 30 ans de fonctionnement.



Pétitions, mobilisations de terrain, actions juridiques, diffusion de matériel d'information, travail de plaidoyer auprès des politiques : en 2014, le Réseau a joué sur tous les tableaux pour pousser cette revendication pour la fermeture des vieux réacteurs.

La mise en œuvre de la campagne pour la fermeture des réacteurs de plus de trente ans a recoupé à de nombreuses reprises deux autres sujets d'actualité. Il s'agit tout d'abord de la lutte pour la fermeture de Fessenheim : même si cette centrale ne doit pas être l'arbre qui cache la forêt des réacteurs à fermer, c'est la plus ancienne et le premier verrou à faire sauter pour enclencher une dynamique de fermeture. Promis pour 2016, son arrêt ne peut être tenu pour acquis au vu des récentes déclarations de Ségolène Royal.

Par ailleurs, nous ne pouvions rester indifférents à l'élaboration de la "loi de transition énergétique pour une croissance verte", qui aurait pu — si le courage de s'opposer à EDF n'avait pas fait défaut au gouvernement — constituer une réelle occasion de fixer une limitation à la durée de fonctionnement des centrales et de proposer un calendrier de fermeture. Nous sommes intervenus à plusieurs reprises, pour révéler la vraie nature de ce texte auprès des médias et des parlementaires impliqués sur cette loi et continuerons de les interpeller jusqu'à son adoption.

En 2015, en parallèle, nous prévoyons d'engager des actions pour la fermeture des centrales ayant dépassé les 30 ans dans le contexte des avis que doit élaborer l'Autorité de Sécurité Nucléaire entre 2015 et 2018 sur la prolongation des réacteurs au-delà de 40 ans.

Des outils d'information et du matériel militant

En 2014, nous avons effectué un gros travail d'information à destination du public : une enquête fouillée pour mettre en lumière ces enjeux, une infographie pour transmettre ces informations de façon très visuelle (disponible sur notre site et en format papier), une carte de France des réacteurs vieillissants, une vidéo d'explication des nombreuses solutions disponibles pour sortir du nucléaire.

Le visuel de la campagne a été décliné sur de nombreux supports proposés dans la boutique, afin d'améliorer la visibilité de nos actions : des t-shirts, des tracts, des affiches, des banderoles, des badges et deux types d'autocollants. À noter également : un tract a été réalisé sous la forme d'une fausse publicité pour un "kit de rafistolage pour vieilles centrales".

Des vagues successives d'interpellation des parlementaires dans le cadre de l'élaboration de la loi de transition énergétique

Le Réseau a coordonné plusieurs temps d'interpellation en direction des députés appelés à se prononcer sur la "loi de transition énergétique pour une croissance verte". En avril, à notre appel, plus de 14 000 personnes ont interpellé leur parlementaire par e-mail sur les enjeux de la prolongation des vieux réacteurs. En juin, 40 000 de nos sympathisant-e-s ont reçu le poster de l'infographie "Nucléaire : stop au rafistolage !" ainsi qu'un courrier de campagne leur proposant d'écrire à leur député.

Ce courrier action a également été encarté dans la revue "Sortir du nucléaire". Pendant l'été, plusieurs milliers de personnes ont envoyé une nouvelle lettre à leur député-e, avec des revendications précises.

Au mois d'août, afin d'amplifier cette première vague d'interpellations, un mail a été diffusé à environ 15 000 contacts actifs, afin de les inciter à commander des courriers-actions supplémentaires et à y faire participer leur entourage, ainsi qu'à prendre rendez-vous avec leur député. Pour appuyer les militants dans cette démarche, nous avons mis à leur disposition un dossier spécifique reprenant les arguments et informations à rappeler lors des entretiens. Plusieurs groupes ont ainsi obtenu une rencontre avec leur député, comme SDN38 qui a pu rencontrer François Brottes.

Juste avant le début des débats à l'Assemblée, nous avons adressé à tous les parlementaires et à de nombreux journalistes une fausse publicité pour un "kit rafistolage" pour attirer leur attention, avec humour, sur les travaux

complètement hasardeux qu'EDF ambitionne de mener, et sur les coûts et les risques qu'ils impliquent.

À la rentrée, une pétition "Pas de transition énergétique sans sortie du nucléaire" a été lancée. Le 8 octobre, alors qu'elle avait été signée par près de 35 000 personnes, nous avons effectué une première remise à Philippe Plisson, rapporteur sur le volet "Nucléaire", ainsi qu'aux députés écologistes Denis Baupin et Cécile Duflot. Il est également prévu de rappeler une deuxième fois l'existence de cette pétition lors du passage de la loi au Sénat.

Au niveau national, le Réseau a été auditionné à l'Assemblée Nationale par M. Philippe Plisson (député PS de la Gironde), puis au Sénat par M. Ladislas Poniatowski (député UMP de l'Eure). Un document présentant notre analyse et nos critiques des points faibles de la loi leur a été remis. Au cours de ces auditions, nous avons particulièrement insisté sur les limites physiques des réacteurs et la nécessité d'introduire une durée maximale de fonctionnement à 30 ans, pour éviter un accident et donner plus de visibilité sur les évolutions à apporter sur le plan énergétique. Nous avons également obtenu des rendez-vous auprès de certains députés pour échanger avec eux sur le projet de loi, comme le député Jean-Paul Chanteguet, président de la Commission Développement Durable de l'Assemblée Nationale.

Censée redéfinir le paysage énergétique français, cette loi a été votée à l'Assemblée Nationale en procédure accélérée et examinée seulement par une poignée de députés. L'inflexibilité de Ségolène Royal n'a pas permis beaucoup d'évolutions. Seule petite avancée à signaler : dorénavant, la procédure pour la prolongation d'un réacteur ne résultera plus uniquement de petits arrangements entre EDF et l'ASN mais sera alourdie par la réalisation d'une enquête publique. Des examens de sûreté plus poussés seront également requis.

Si peu d'avancées ont été possibles sur le plan politique, au moins peut-on noter que les réactions du Réseau sur la loi de transition énergétique, ses ambiguïtés et ses manques, ont été reprises autant que possible pour un sujet qui a peu été abordé au-delà des médias spécialisés. Le Réseau a pu s'exprimer à plusieurs reprises sur différentes chaînes d'info à ce sujet (BFM, I Télé...). La participation du Réseau à une conférence de presse inter-associative en février et sa présence pendant la conférence de presse de présentation du projet de loi de transition le 18 juin (avec interpellation de Ségolène Royal) ont permis d'intéressantes retombées.

Un soutien particulier aux groupes mobilisés contre Fessenheim

Fessenheim est la plus vieille de nos centrales. C'est aussi celle que le candidat Hollande avait promis de fermer pendant la campagne présidentielle. Elle est donc un symbole de notre lutte pour l'arrêt des réacteurs de plus de 30 ans. Afin de maintenir la pression pour obtenir une fermeture effective et définitive des deux réacteurs dans les plus brefs délais, un soutien particulier a été apporté aux groupes mobilisés sur le sujet, que ce soit en terme d'aide aux actions de terrain ou de valorisation auprès des médias de leurs différents communiqués. Les interrogations du Réseau et des associations alsaciennes sur la procédure de fermeture ont d'ailleurs été régulièrement reprises dans les médias. De manière générale, les différentes actions de mobilisation locale ont elles aussi été bien relayées médiatiquement.

Afin de porter la contradiction à la propagande pronucléaire qui instrumentalise la peur du chômage, nous avons publié une analyse de l'étude de l'INSEE évaluant les impacts véritables pour l'emploi et l'économie alsacienne de la fermeture de Fessenheim.

Aux côtés des associations alsaciennes, nous avons déposé un recours devant le Conseil d'Etat pour tenter d'empêcher les travaux sur le radier de Fessenheim et pour contester leur légalité. (cf partie juridique)

"Occupe ton rond-point" : une journée de mobilisation réussie !

Le 15 novembre, à l'appel du Réseau, près de 80 actions "Occupe ton rond-point" pour dire STOP au rafistolage ont été organisées par les groupes et militants partout en France. Installer sur des rond-point avec banderoles, tracts et autres accessoires, les personnes mobilisées ce jour-là ont permis que notre message soit visible de dizaines de milliers de passants et automobilistes. *(Pour plus d'information, retrouvez le compte-rendu de ces mobilisations dans la partie "Actions et mobilisations nationales").*

Ces actions ont été très largement couvertes par les médias locaux (plus de 60 reprises dans des quotidiens locaux et nationaux, sans compter les passages sur les France 3 Région). En particulier, les actions organisées en Alsace ont été reprises au niveau national. Bien que certains journalistes n'aient au départ pas compris qu'il ne s'agissait pas de bloquer la circulation, les articles se sont globalement révélés plutôt positifs, reprenant bien les arguments de la campagne.

Des arguments qui commencent à être repris dans les médias

Nos porte-paroles sont intervenus régulièrement dans les médias pour expliquer les risques du vieillissement. La dénonciation de la prolongation du fonctionnement des vieilles centrales (projets d'EDF, absence de barrières dans la loi de transition énergétique, "acharnement thérapeutique" sur Fessenheim...) a fait l'objet de sept communiqués de presse et de nombreuses réactions médias, rappelant la nécessité d'une "retraite à 30 ans" et mettant en garde contre les risques et les coûts des travaux de rafistolage. Plus de 5 dépêches AFP ont repris les réactions du Réseau. Le mot-clé du "rafistolage" a lui-même été repris par différents politiques.



Les réactions du Réseau sur la loi de "Transition énergétique", ses ambiguïtés et ses manques ont été reprises autant que possible pour un sujet qui a peu été abordé au-delà des médias spécialisés. Le Réseau a cependant pu s'exprimer à plusieurs reprises sur différentes chaînes d'info à ce sujet (BFM, I Télé...). La participation du Réseau à une conférence de presse inter-associative en février, la présence à la conférence de presse de présentation du projet de loi de transition le 18 juin (avec interpellation de Ségolène Royal) ont permis d'intéressantes retombées.

Une surveillance des centrales vieillissantes et une stratégie juridique offensive

Grâce à la mise en place d'un réseau de personnes suivant de près les actualités et incidents qui surviennent sur les réacteurs, nous assurons un suivi régulier des problèmes et défaillances qui peuvent être dus au vieillissement.

Cette veille sur les installations nous permettra à terme de pouvoir mener à bien la stratégie offensive qui a été envisagée par le comité juridique sur cette campagne. Celle-ci vise, d'une part, à porter atteinte à la crédibilité d'EDF en tant que gestionnaire de ses installations (6 affaires en cours sur le sujet, Voir partie Juridique), et à enrayer d'autre part le processus de prolongation. Nous envisageons dans ce cadre d'entreprendre des recours pour contrer les travaux de rafistolage, ainsi que des recours à l'encontre des autorisations administratives qui seront prises dans ce cadre. L'exemple de notre plainte au sujet des travaux à Fessenheim en est une illustration.

Autre exemple : le rassemblement "Fukuchinon" qui s'est tenu le 12 avril pour la fermeture de la centrale tourangelle, qui a dépassé les 30 ans. Dans le cadre de cette mobilisation, le Réseau a porté plainte contre EDF, mettant en exergue un grand nombre d'infractions et d'incidents attribuables au vieillissement. Cette plainte en justice a été bien reprise par les médias locaux, qui ont été amenés à s'intéresser de plus près à ce qui se passait dans cette centrale.

Surveillance citoyenne des installations

Depuis 3 ans maintenant, le Réseau s'est engagé dans un projet juridique et de surveillance des installations nucléaires. Depuis la dernière AG, ce réseau de vigilance s'est encore renforcé et a été rejoint par des membres associatifs de CLI.

Le forum SCIN permet une bonne circulation des informations entre les membres de CLI et permet de faire remonter des informations qui font ensuite régulièrement l'objet de recours de la part de l'association.

Ce forum nous permet également de nous coordonner, comme par exemple à l'occasion de la conférence nationale des CLI qui se tient en décembre chaque année. (Pour plus d'information, voir la partie "Actions juridiques").

Travailleurs du nucléaire

Les travailleurs du nucléaire sont les premières victimes de cette industrie mortifère. Conformément aux deux motions votées par l'AG en 2012 et 2013, le Réseau a amplifié son action pour soutenir les travailleurs du nucléaire et a commencé à mener une réflexion sur la question de l'emploi dans ce secteur.

Notre action sur le sujet se décline en trois axes : apporter un soutien aux travailleurs malades ou en procès, révéler des scandales et déposer des recours en justice pour des infractions au droit du travail, et mener un travail d'enquête sur l'emploi dans le nucléaire.

Un soutien aux travailleurs malades ou en procès

◆ Suivi du dossier de Michel Leclerc

De 1980 à 1984, Michel Leclerc a travaillé sur le site de l'usine Comurhex Malvézi, comme mécanicien pour la Serci, une société sous-traitante. En 1983, il commence à ressentir une extrême fatigue. Une leucémie lui est diagnostiquée. Ce n'est qu'en 1991 qu'il découvre que cette maladie est liée aux matières radioactives présentes sur le site : des analyses d'urine réalisées en 1983, qui lui avaient été cachées, révélaient un taux d'uranium jusqu'à dix fois supérieur à la norme.

En 1999, le tribunal des affaires de la sécurité sociale reconnaît sa maladie professionnelle et la faute grave de la Comurhex. L'affaire ayant été renvoyée devant le TGI de Narbonne (l'entreprise sous-traitante ayant fait faillite), celui-ci déclare en juin 2012 que la Comurhex est entièrement responsable de la leucémie chronique de Michel Leclerc. Cependant, l'usine refuse de voir une corrélation entre cette maladie et les activités exercées sur le site et a fait appel de cette décision. Le 7 novembre 2013, la Cour d'appel de Montpellier a infirmé le jugement de première instance en dégageant la Comurhex de toute responsabilité et en condamnant Michel aux dépens de première instance et d'appel.

Michel a décidé de saisir la Cour de cassation. C'est Me Brouchet, notre avocat au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation qui a repris son dossier et nous lui apportons un soutien et suivons de près avec lui l'avancée de la procédure.

◆ Affaire de l'irradiation d'un travailleur au CEA Grenoble

Le CEA de Grenoble et la société D&S ont déclaré à l'ASN, le 3 septembre 2013, l'exposition d'un travailleur de l'entreprise D&S, intervenant en tant que prestataire du CEA. Cette exposition s'est produite le 23 août 2013 lors d'une opération de tri de déchets et de gravats radioactifs au Laboratoire d'analyse des matériaux activés (LAMA), en cours de démantèlement. L'expertise du dosimètre de l'intervenant a mis en évidence un dépassement de limite réglementaire 2. L'ASN a finalement reclassé l'événement au niveau 1 de l'échelle

INES parce que "le dépassement de la limite réglementaire ne serait pas avéré".

Le travailleur contaminé a été licencié pour faute lourde (intention de nuire) par l'entreprise sous-traitante qui l'employait. Il ne compte pas en rester là et va saisir les prud'hommes.

Nous avons porté plainte au pénal en concertation avec le travailleur en question et lui apportons un soutien pour mener à bien son combat contre le CEA.

◆ Mise en relation avec Dominique Huet, médecin du travail dans le nucléaire

Médecin du travail à la centrale nucléaire de Chinon pendant 30 ans, Dominique Huet est également cofondateur de l'association "Santé et médecine du travail" et auteur de plusieurs ouvrages sur la psychopathologie du travail, l'épidémiologie et la toxicologie industrielle. Récemment attaqué par une société de sous-traitance qui a demandé sa condamnation auprès de l'Ordre des Médecins, nous l'avons contacté pour échanger avec lui et réaliser une interview sur les difficultés des conditions de travail en centrale nucléaire parue dans notre revue et sur notre site.

Comme lors des années précédentes, le Réseau a assuré un suivi et un relai des informations concernant le combat de Philippe Billard.

Révélation de scandales et dépôt de recours en justice pour des infractions au droit du travail

Régulièrement, des travailleurs et sous-traitants sont victimes de violations graves de leurs droits. Le Réseau "Sortir du nucléaire" a donc décidé d'engager des recours contre les exploitants lorsque des infractions au droit du travail étaient avérées. Deux affaires sur le sujet sont en cours : la première pour une Contamination d'un agent à Dampierre, la seconde pour une série d'infractions au droit du travail commises par EDF à Chooz (*pour plus d'information, voir la partie "Actions juridiques"*).

Un travail d'enquête sur l'emploi dans le nucléaire

À en croire le MEDEF et la majorité des syndicats, la sortie du nucléaire représenterait un cataclysme pour l'emploi. Mais changer de politique énergétique, c'est aussi préparer les emplois de demain ! Pour contrer les fausses vérités assénées par le lobby, nous avons réalisé

des recherches et rédigé un article fouillé, montrant que les perspectives d'emplois dans la transition énergétique sont bien supérieures aux emplois du nucléaire.

En ce qui concerne Fessenheim, la doyenne des centrales françaises que François Hollande s'est engagé à fermer au plus tard en 2016, afin de porter la contradiction à la propagande pro-nucléaire qui instrumentalise la peur du chômage, nous avons publié une enquête évaluant les impacts véritables pour l'emploi de la fermeture de Fessenheim.

Vie interne

Réhabilitation

L'AG de 2014 a voté une déclaration de "réhabilitation des militants exclus en 2010" dans "une optique de réconciliation et de dépassement de nos conflits internes", constatant que notre combat "nécessite le rassemblement de toutes nos forces dans leurs diversités". Pour traduire en actes cette volonté de réconciliation, le CA a impulsé un processus de médiation, sous l'égide de deux médiateurs professionnels intervenant à titre bénévole, pour amener les parties prenantes du conflit (dont le Réseau en tant qu'association et en tant qu'employeur) à rechercher un accord de résolution qui ne fasse ni gagnant ni perdant et qui soit raisonnablement acceptable par chacune des parties.

Au cours de l'année 2014, les médiateurs n'ont pas ménagé leurs efforts ni leur temps pour tenter de créer les conditions d'un processus de médiation acceptable par les parties prenantes. De nombreuses rencontres ont été organisées, parfois dans des délais assez court, entre les deux médiateurs bénévoles et les différentes parties prenantes, afin d'avancer le plus rapidement possible dans ce processus. Malheureusement il n'a pas été possible pour les médiateurs de rencontrer la totalité des anciens administrateurs révoqués ou des administrateurs actuellement dans le CA et qui souhaitaient également une rencontre, ou encore de salariés présents en 2009-2010 et qui ont depuis quitté la structure. Du fait du nombre important de protagonistes de l'époque, les médiateurs ont dû prioriser ces rencontres, conscients du souhait exprimé plus ou moins explicitement par nombre d'acteurs de la fédération et du conflit que celui-ci trouve une issue dans un délai relativement bref.

Le Réseau étant d'une part attaqué en justice par trois administrateurs faisant partie du CA révoqué dans son ensemble en février 2010 (Pierre Péguin, Frédéric Boutet et Véronique Marchandier), et par Stéphane Lhomme licencié par la suite d'autre part, il était nécessaire que ces procès soient mis en suspens, le temps que le processus de médiation puisse aboutir d'une façon ou d'une autre.

Suite à une décision du CA, l'avocat du Réseau a envoyé un courrier, le 5 juin 2014, à l'avocat de la partie adverse pour indiquer avoir mis en place officiellement une médiation pour tenter de conclure un accord avec M. Lhomme et les trois autres plaignants afin de résoudre les conflits qui les opposent au Réseau. Il leur a été demandé s'ils accepteraient le principe de cette médiation de manière à le signaler à M. le Juge afin de suspendre la procédure juridique. Début décembre 2014, les trois plaignants n'ont pas souhaité suspendre la procédure en justice.

Une séance de médiation collective était envisagée le 28 novembre 2014 à Lyon mais elle n'a pas pu se concrétiser. Elle a été repoussée au 10 décembre 2014 à Montpellier mais MM. Lhomme, Boutet, Péguin et Mme Marchandier n'ont pas souhaité y donner une suite favorable. Le 29 novembre 2014, ces derniers ont rendu public leur réponse à la proposition de rencontre collective des parties prenantes formulée par les médiateurs. Ils y indiquent que "la médiation proposée suscite de nombreux questionnements". S'ils se déclarent "ouverts pour une rencontre qui pourrait se dérouler sous l'égide des médiateurs s'ils en sont d'accord, ou sinon d'autres personnes neutres", ils précisent clairement qu' "il ne s'agirait donc pas d'une médiation à proprement parler, mais d'une discussion qui permettrait peut-être de faire avancer la situation".

Si peu d'acteurs de la fédération et représentants de groupes aujourd'hui adhérents ont vécu personnellement et directement, le gros des événements de fin 2009 et de 2010 constitutifs du conflit concerné, nombre d'entre eux sont désireux de le voir cesser enfin, y compris au sein de l'équipe actuelle CA-salariés.

Se refuser à faire prévaloir aucune des grilles de lecture partiales du conflit, mais se donner l'ouverture d'une voie - éventuellement négociée - de fin de conflit à court terme, telle est aujourd'hui la seule issue qui devrait à la fois permettre à chacun de tourner la page, et au mouvement antinucléaire français de se rassembler à nouveau et une bonne fois pour toutes autour de notre objectif commun : la sortie urgente du nucléaire.

Congrès du Réseau

Conformément à l'attente exprimée lors de l'AG de février 2014 du Réseau "Sortir du nucléaire", les membres du CA se sont engagés par un message à tous les groupes du Réseau le 18 mars 2014 à organiser la tenue d'un "Congrès" dans les meilleurs délais.

Conscient de la nécessité de reposer des bases saines tendant à un fonctionnement plus horizontal de notre association et de la nécessité d'une concertation avec et entre les groupes sur ce que doit être notre Réseau et notre stratégie, le CA du Réseau a décidé de tout mettre en œuvre pour que ce processus aboutisse de la manière la plus concertée possible.

Pour cela, le CA a lancé un appel le 11 mars 2014 à toutes les personnes intéressées de participer à un groupe de réflexion "Congrès" pour préparer ensemble et collectivement ce moment important. Dans cet appel, le CA a demandé que les participants à ce groupe de réflexion veillent à respecter le cadre d'une écologie relationnelle et s'engagent mutuellement à des relations non-agressives, sans jugement sur les personnes, ni procès d'intention, les échanges devant se poser en termes de choix politiques ou techniques pour la réussite de notre lutte antinucléaire commune. Les représentants de groupes ayant porté ou soutenu cette proposition lors de l'AG 2014, étaient tout particulièrement invités à faire partie de ce groupe de réflexion ainsi que les personnes qui avaient participé au comité refondation de 2013.

18 représentants de groupes dont 5 administrateurs, et 3 salariés se sont inscrits pour participer à ce groupe de réflexion "Congrès".

Pour des raisons de faisabilité évidentes, les délais étant trop courts pour permettre une préparation réellement concertée et collective de ce Congrès en 2014 (écritures des textes soumis à débats, délai pour impliquer tous les groupes, préparation des ateliers...), le CA a rapidement précisé que celui-ci devrait avoir lieu en 2015. L'organisation d'une rencontre de préparation pendant l'été 2014 a été proposée pour permettre de poser les bases à cette préparation. Toutes les personnes intéressées et impliquées dans la vie du Réseau étaient bien sûr les bienvenues dans le cadre pour amorcer un dialogue fécond et constructif.

Afin d'assurer qu'un maximum de groupes se saisissent de cette question et se retrouvent dans ce processus de réflexion, le CA aurait souhaité que le terme même

de "Congrès" - ou de "Forum" - puisse être mis en discussion parmi les groupes. Partant du besoin avéré de mettre en place une discussion ouverte sur des orientations stratégiques et organisationnelles avec des débats démocratiques, il aurait été intéressant de réfléchir à l'essence même d'un événement qui ne soit pas confondu avec un Congrès syndical, ou une Assemblée Générale bis présentant des contraintes statutaires et qui impliqueraient d'emblée des enjeux politiques.

Le CA s'est engagé à organiser, dès l'été 2014, un rassemblement préparatoire à ce "Congrès" et a proposé de tenir rapidement une réunion de cadrage avec les représentants des groupes à l'initiative de cette demande lors de la dernière AG. Une réunion physique a eu lieu le 5 avril 2014 à Paris et une réunion téléphonique le 26 mai 2014. Toutes les personnes intéressées et impliquées dans la vie du Réseau étaient bien sûr les bienvenues dans ce cadre pour amorcer un dialogue fécond et constructif.

Parallèlement à la démarche du CA, plusieurs représentants de groupes ont amorcé, de leur côté, une réflexion, alimentée de réunions téléphoniques et physiques. Le CA ne voulant pas que deux processus parallèles se fassent concurrence, et conscient qu'il était important de permettre à un maximum de personnes d'échanger, a pris le parti de soutenir le travail de ces groupes.

En est ressorti l'organisation d'une première rencontre élargie les 27 et 28 septembre à Aubervilliers, appelé "Pré-congrès" auquel étaient conviés les représentants de groupes antinucléaires qu'ils soient au Réseau ou non.

Le Réseau a soutenu financièrement ce pré-congrès et a largement relayé les appels à participation à cette rencontre. La possibilité pour les salariés de participer à ce temps, et aux suites du processus a fait l'objet de débats vifs, encore en cours à ce jour.

Lors de ce week-end de pré-congrès une cinquantaine de militants des groupes du Réseau se sont réunis. Des temps de plénières et des ateliers leur ont permis de discuter du fonctionnement, de stratégie et de l'évolution de notre fédération. Trois motions "Motion Congrès", "Régionalisation-décentralisation" et "Sortie de crise et réhabilitation", qui seront débattues lors cette assemblée générale de 2015, sont issues de ce pré-congrès.

2 - ACTIONS ET VIE DES GROUPES

En Bref :

- ◆ 5 temps forts de mobilisation nationale résultant en 240 actions
- ◆ plus de 600 évènements annoncés sur notre Agenda
- ◆ 61 articles de matériel militant en vente dans la boutique

Les actions présentées avec un ☀️ ont bénéficié d'un soutien financier du Réseau "Sortir du nucléaire".

Mobilisations nationales

☀️ Mobilisation aux quatre coins de la France les 30 novembre et 1er décembre 2013

En réponse à l'appel à mobilisation lancé par le Réseau "Sortir du nucléaire", une vingtaine d'actions ont eu lieu dans toute la France le week-end des 30 novembre et 1^{er} décembre. L'objectif était de barrer la route à l'uranium et s'opposer à l'industrie nucléaire dans son fonctionnement quotidien et routinier.



Se saisissant de leurs thématiques locales, les groupes et militants du Réseau ont redoublé d'imagination pour sensibiliser la population aux risques du nucléaire, entre actions rond-point, déambulation, die-in... Mais surtout pour faire la lumière sur les transports de matières radioactives, notamment autour de la centrale de Belleville-sur-Loire, à Void-Vacon, où sont stocké illégalement des matières radioactives sur la plateforme d'AREVA, et à la gare de triage de Drancy, où stagnent régulièrement des castors extrêmement radioactifs en pleine zone urbaine.

Fukushima-Tchernobyl : 50 jours d'actions

Cette année, entre les dates des catastrophes de Fukushima et de Tchernobyl, le Réseau "Sortir du nucléaire" appelait à l'organisation de "50 jours d'actions", pour arrêter le nucléaire avant la catastrophe, car les deux plus grandes tragédies de l'histoire



du nucléaire sont toujours en cours. Afin d'informer, sensibiliser et dénoncer ces risques, les groupes antinucléaires se sont largement mobilisés entre le 8 mars et le 26 avril, avec plus de 130 actions inscrites à l'agenda. Après un week-end de lancement sur les chapeaux de roues à Fessenheim et en Rhône-Alpes, les temps forts se sont enchaînés, notamment à Valence et à Chinon, puis pour le "Chernobyl Day". De nombreuses conférences et projections-débats ont été organisées, ainsi que des actions rond-point, des tractages, des die in, des chaînes humaines, des vélorutions...



Un week-end de lancement sur les chapeaux de roues

Dimanche 9 mars 2014, à l'approche de la date anniversaire de la catastrophe de Fukushima, de grandes mobilisations ont eu lieu en Alsace pour la fermeture immédiate de Fessenheim. Sept ponts ont été occupés par les militants, puis une marche a eu lieu devant la centrale. Une manifestation qui a rassemblé plus de 7000 personnes avec chaînes humaines, concerts, die-in et prises de paroles en soutien aux victimes de Fukushima et pour exiger la fermeture de Fessenheim, promise par le candidat Hollande.

Les manifestants ont ensuite convergé vers la centrale nucléaire de Fessenheim. Français, allemands, suisses et japonais portaient la banderole de tête. Naoto Matsumura, habitant de la zone évacuée de Fukushima, était aux côtés des militants de la région. Devant la centrale, les manifestants ont observé une minute de silence, puis les organisateurs ont pris la parole en allemand et en français pour rappeler les risques liés à l'industrie nucléaire.

Dès le week-end de lancement des "50 jours", une quinzaine de ronds-points ont été investis par les militants antinucléaires de la région Rhône-Alpes, à l'appel du Collectif Stop Bugey, dans un rayon de 30 km autour de la centrale du Bugey (Ain), la deuxième plus vieille centrale de France. Cette action aura permis de rendre visibles les revendications du collectif et de sensibiliser les automobilistes et les passants aux risques du nucléaire.

Tout au long de la mobilisation entre les commémorations de Fukushima et de Tchernobyl, plus d'une dizaine d'actions rond-point ont été réalisées partout en France (à Montluçon, Brioude, Golfech, Aubagne...), pour alerter les automobilistes et les passants aux dangers du nucléaire.

Afin de sensibiliser et informer les citoyens, de nombreux groupes ont organisé des conférences et des projections-débats, notamment autour des films de Alain De Halleux "Welcome to Fukushima", un voyage à la frontière de la zone contaminée de la centrale éventrée, et "Chernobyl 4 ever", un documentaire poignant sur Tchernobyl qui interroge la mémoire de la catastrophe et son avenir. Des projections souvent suivies de points d'actualité sur la situation actuelle au Japon où la censure du gouvernement sévit.

L'association "Enfants de Tchernobyl-Belarus" a aussi été accueillie par plusieurs groupes antinucléaires (à Lannion, Colmar, Chinon...). Son président, Yves Lenoir

est revenu sur une catastrophe en cours depuis 28 ans, ainsi que sur le travail de l'institut indépendant BELRAD sans lequel nous n'aurions aucune donnée suivie sur la contamination. Il nous expliquait que les enfants des zones à risque sont contaminés, même quand leurs parents font très attention. Globalement, l'état de santé des enfants à Tchernobyl continue de se dégrader. Un désastre qui sanctionne la politique internationale de radioprotection basée sur les recommandations, et les "bons conseils", de la CIPR (Commission Internationale de Protection Radiologique).

Le 29 mars à Valence

Le soleil et le vent printaniers ont accompagné toute la journée organisée à Valence le samedi 29 mars par le groupe SDN Drôme-Ardèche et à laquelle ont participé près de 300 personnes. De nombreux groupes et associations du Grand Sud-Est (Bugey, Grenoble, Montpellier et même Bure !) ont participé à cette journée, qui a alterné jusqu'au soir les moments sérieux et les moments festifs. Festives les déambulations en centre-ville avec le groupe de musique Faucon Folk et les promenades à vélos, tricycles et même quadriporteur ; plus sérieuses, les discussions place Porte neuve avec les passants qui examinèrent la carte des centrales de la vallée du Rhône, ou le die-in d'un quart d'heure organisé sur la place.

Plusieurs tables rondes étaient ensuite organisées au parc des expositions, animées par des acteurs des mouvements de luttes locales et antinucléaires, où de graves sujets ont été abordés suivies par une représentation de la pièce de théâtre "L'impossible procès" de la troupe Brut de béton : le public nombreux a été enthousiasmé par l'intérêt de cette pièce.

La journée s'est terminée par une projection-débat au cinéma le LUX en présence d'Alain de Halleux, le réalisateur du film "Welcome to Fukushima".

Le 12 avril à Chinon

Samedi 12 avril a eu lieu à Chinon un grand rassemblement antinucléaire organisé par le Collectif SDN Touraine. Intitulée "FuKuChiNon", la manifestation dénonçait les risques liés au vieillissement de la centrale de Chinon, et aux scandales révélés par le Réseau à cette occasion. Les manifestants venus en cars de Rouen, Angers, Nantes, Le Mans... ou en vélo depuis Tours, ont pu découvrir un village des alternatives qui proposait de nombreux stands militants, des expositions, des ateliers pour enfants dans la grande yourte, des concerts, des conférences et projection de films ainsi que des concerts et repas bios.

Le cortège a longé les quais de la Vienne, accompagné d'une batucada... et des forces de l'ordre, venues en nombre pour la journée. En effet, on comptait environ un CRS pour trois manifestants ! Au-delà de l'encadrement du cortège, toutes les entrées de la ville étaient bloquées afin que les forces de l'ordre procèdent à des contrôles d'identité et des fouilles de véhicules. Parfois, les militants ont été arrêtés trois fois avant de réussir à accéder au centre-ville où se trouvait le village militant et certains se sont fait confisquer leur matériel (banderoles...). Un dispositif ridiculement disproportionné. Au retour de la manifestation, des conférences étaient organisées, avec notamment Yves Lenoir, l'ACRO, Didier Anger, ...



Des "Chernobyl Day" un peu partout pour clore les 50 jours

Le 26 avril, plus d'une trentaine de "Chernobyl Day" ont été organisés dans l'Hexagone, pour ne pas oublier la catastrophe qui entre dans sa 29^{ème} année... Le nombre de décès et maladies graves ne diminue pas avec les années, contrairement à ce que l'on nous fait croire. En effet, aujourd'hui, le taux de croissance démographique est négatif (il y a plus de décès que de naissances), et 80% des enfants qui naissent actuellement dans les régions de Kiev sont atteints d'au moins une pathologie lourde (cardiaque, pulmonaire...) du fait de l'exposition de leurs parents, eux mêmes enfants au moment de la catastrophe, ainsi que de leur alimentation.

A Paris, les groupes antinucléaires d'Ile de France ont organisé une manifestation en quatre tableaux : un die-in place de la Bastille, une danse des kimonos, un mariage entre le lobby nucléaire et le pouvoir devant l'église de Beaubourg, puis sous les sifflets de manifestants, le divorce entre le nucléaire et les élus a été prononcé place de l'hôtel de Ville. Jean-Claude Mary (Enfants de Tchernobyl-Belarus) et Yûki Takahata

(Yosomono.net) ont pris la parole pour faire le point sur la situation à Tchernobyl et à Fukushima. Une manifestation qui a rassemblé 200 personnes, malgré le mauvais temps.

A Grenoble, les militants se sont retrouvés pour une manifestation et un die-in, suivis du spectacle "Ecolocoaching pour tous" au café de la table ronde. La soirée s'est terminée par une projection-débat autour du film "La Terre outragée" de Michale Boganim à l'auditorium du musée des beaux-arts de Grenoble.

A Lyon, la commémoration de la catastrophe de Tchernobyl s'est déroulée sous la forme d'un cortège funèbre suivant cinq cercueils symboliques de liquidateurs. Le cortège, aussi composé de liquidateurs en combinaisons blanches est parti de la Place de Terreaux jusqu'au consulat d'Ukraine, place Bellecour, pour y déposer une plaque commémorative et des gerbes. Des extraits de *La Supplication* de Svetlana Alexievitch ont été lus autour des cercueils. Une journée riche en actions qui a conclu la fin de ces 50 jours de mobilisation-marathon.

Dynamique d'action contre le nucléaire militaire du 6 au 9 août

Du 6 au 9 août 2014 s'est déroulée la dynamique d'actions contre le nucléaire militaire, partout en France, mais aussi en Angleterre (Burghfield) et en Allemagne (Büchel).



Dès la première journée de mobilisation, un groupe de militants des indignés de l'arme nucléaire a investi l'entrée du ministère de la Défense à Paris, avec des tentes, afin de dresser un campement militant pour dénoncer la possession par la France de plusieurs centaines de têtes nucléaires. Ensuite, tout le monde s'est retrouvé au Mur pour la Paix, à côté de la tour Eiffel, pour commémorer le bombardement de Hiroshima, avec un concert de musique japonaise.

Pour la deuxième journée, une chaîne humaine sous la tour Eiffel a été organisée avec masques et banderoles contre le nucléaire. Le soir, une visioconférence était organisée pour faire le lien avec les jeûneurs dijonnais, anglais et allemands et prendre des nouvelles. Les anglais ont dressé un camp antinucléaire devant Burghfield, en attendant que le bout d'écharpe rose française leur parvienne, et qu'ils relient Burghfield à Aldermaston le lendemain, pour la commémoration de Nagasaki. Les allemands ont bloqué sur deux jours la quasi totalité des entrées du Büchel, résultant en une seule arrestation malgré la présence intensive des forces de l'ordre. Un échange a également eu lieu avec John Doom de l'association polynésienne Moruroa et Tatio, un militant pour la reconnaissance des conséquences des essais nucléaires. Il a félicité les militants français pour leurs actions.

Le troisième jour, les militants ont continué leur présence au Mur pour la Paix, avec distribution de tracts sous la Tour Eiffel.



Le dernier jour, le 9 août, une cérémonie très émouvante a eu lieu, en présence de tous les jeûneurs qui se sont recueillis en écoutant les lectures de témoignages de victimes de la bombe nucléaire qui explosa à Nagasaki. Des grues, symbole de paix, ont été distribuées aux passants, puis tout le monde s'est rendu à la mairie du deuxième arrondissement de Paris pour le traditionnel repas de rupture du jeûne, composé de fruits secs, de soupe et de fruits.



À Dijon-Valduc, ce fut un vrai succès pour la "Saison 1" : sept Jeûneurs mobilisés sur trois jours et demi, soutenus par 25 jeûneurs ayant jeûné un repas sur deux, soit un total de 32 jeûneurs -16 femmes et 16 hommes.

Le 6 août, ils étaient devant le CEA de Valduc pour déployer l'écharpe rose, puis jusqu'au 9 août dans le centre Dijon, pour sensibiliser le grand public aux pollutions de tritium, dans la région notamment. Ils ont organisé un concours de dessin pour enfant et des projections de film.

À Saintes, ville très impliquée depuis une quinzaine d'années dans l'action en faveur du désarmement et de l'abolition des armes nucléaires, ils étaient 8 jeûneurs. Et dans le reste de la France, d'autres actions de commémoration ont eu lieu, sous forme de cérémonies (à Dampierre), de dépôt de bougies en Dordogne, de rando pour la paix à Ménez-Hom (en Bretagne)...

Au total se sont plus de cent jeûneurs pendant ces quatre jours, et malgré une météo défavorable, qui ont fait passer leur message.



Des actions en série pour dénoncer "les salons qui tuent"

La Grande braderie du nucléaire, nous y étions ! Au mois d'octobre se sont tenus deux événements majeurs de la filière nucléaire : les salons "Nukléa" et "Ultrapropre" à Grenoble, suivis du "World Nuclear Exhibition" au Bourget, près de Paris. Des grands-messes qui ont réuni le gratin de la mafia nucléaire ; des fournisseurs, en passant par les transporteurs, jusqu'aux plus gros consortiums nucléaires, pas une entreprise complice n'a manqué à l'appel ! L'objectif de ces salons était clair : présenter le nucléaire comme une énergie d'avenir et comme une solution au changement climatique. Des vitrines destinées à redorer l'image de l'industrie nucléaire et à donner le change face à

l'inéluctable déclin de la filière dans le monde, aux difficultés et déboires qu'elle traverse.

Aux cotés des groupes et militants de Grenoble et d'Île de France, nous étions mobilisés contre ces salons indécents à la gloire d'une industrie en déclin, qui peine de plus en plus à masquer ses dérives, coûts cachés et nuisances.

À Grenoble : SDN 38 et le Réseau se sont mobilisés pour contrecarrer la propagande du lobby. Le 1^{er} octobre, jour de l'ouverture, devant Alpeexpo, lieu où se tenaient Nukléa et Ultrapropre, une série d'actions a été organisée, rassemblant des militants venus de toute la région. Le rond-point à l'approche du salon était occupé et re-décoré à cette occasion. À l'ouverture du salon, une cinquantaine de personnes se sont rassemblées à proximité de l'entrée, à côté d'une centrale en carton, toute fissurée et rafistolée, et ont distribué des tracts pour informer les passants. Pendant les prises de parole sur les raisons de notre action, la banderole "Le nucléaire tue l'avenir" a été déployée sur la façade du bâtiment faisant face au salon.



En Île-de-France : Contre le WNE, le samedi 11 octobre, les militants des collectifs locaux Sortir du nucléaire Paris, du Collectif citoyen d'Information sur la Radioactivité et le Nucléaire (CIREN 77), et des organisations nationales (le Réseau "Sortir du nucléaire", ATTAC



France ainsi que les Amis de la Terre) se sont retrouvés à Paris, pour manifester contre la tenue du "salon qui tue" et affirmer haut et fort qu'il ne peut y avoir de transition énergétique sans sortie du nucléaire.

Après une conférence de presse à la Bourse du travail, la manifestation a commencé par un happening mettant en scène le lobby nucléaire, personnalisé notamment par la marionnette géante Édouard de Fission ("Eddy" pour les intimes), et l'arrivée des participants (industriels, élus complaisants...) au World Nuclear Exhibition. La fête est cependant troublée par un "léger accident" à la centrale nucléaire de Nogent... Alors que le public gisant à terre est recouvert d'une immense bâche frappée de l'inscription "Le nucléaire tue l'avenir", les industriels s'enfuient vite, très loin, cela ne les regarde plus, ils sont partis signer des contrats ailleurs... Le cortège est ensuite parti en musique défiler dans les rues, avant de revenir place de la République pour une convergence avec les manifestations contre le TAFTA et les gaz de schistes.

En amont et pendant toute la tenue du salon, des tractages et collages massifs ont été organisés partout dans Paris et autour du Bourget, ciblant aussi bien les exposants que les alentours du Bourget, pour informer la population et faire pression sur les organisateurs et les entreprises participants au salon. Le dimanche 12 octobre par exemple, la veille de l'ouverture, des militants de Blanc-Mesnil et de Drancy se sont "promenés" autour du site pour le redécorer. Et pendant le salon, les participants attendant leur navette spécialement affrétée par le WNE ont eu droit à des comités d'accueil matinaux.

Au final, une belle mobilisation sur plusieurs jours, à l'initiative de différents groupes et collectifs, ayant chacun leur mode d'action, pour s'opposer à l'indécence du lobby nucléaire !



"Occupe ton rond-point" :

80 actions partout en France le 15 novembre 2014

Le 15 novembre 2014, dans le cadre de la campagne "Stop au rafistolage", le Réseau "Sortir du nucléaire" appelait à la mise en place d'action rond-point partout en France pour exiger la fermeture des réacteurs de plus de trente ans et pour dire non au rafistolage des réacteurs, qui devrait coûter la modique somme de 250 milliards d'euros. Vous étiez des centaines sur les ronds-points équipés de banderoles, de drapeaux, de tracts... Pour être vus d'un maximum d'automobilistes, de cyclistes, de passants.

Hasard du calendrier, cette mobilisation a eu lieu tout juste trois ans après la première action rond-point, initiée par le groupe SDN Bugey. Pour l'occasion, le groupe a une nouvelle fois organisé une action "multi ronds-points" notamment avec l'appui des suisses de ContrAtom, et des militants présents dans un rayon d'une cinquantaine de kilomètres autour de la centrale. Dans le nord-est de la France, de nombreux ronds-points ont aussi été investis pour dénoncer le projet d'enfouissement des déchets CIGEO et pour exiger la fermeture de Fessenheim. La presse aussi était au rendez-vous avec plusieurs dizaines d'articles dans les journaux locaux, et aussi des relais dans les médias nationaux.



Tournée "High Power"

Après avoir gagné le prix Uranium de Rio de Janeiro pour son film "High Power", Pradeep Indulkar a entamé une tournée européenne afin de présenter le combat des indiens de Tarapur, mais aussi la résistance contre la construction de l'EPR à Jaitapur.

En France, la tournée de Pradeep s'est faite en 12 étapes où les participants étaient nombreux et très enthousiastes. Ils ont pu découvrir la face cachée du nucléaire en Inde, poser des questions et débattre avec Pradeep, qui a par ailleurs le projet de revenir en France, en mai et juin 2015, pour une autre tournée, afin d'aller là où on ne l'a pas vu !

Belle réussite pour le salon Ille et Bio

Comme les années précédentes le Salon Ille & Bio, à Guichen (35) accueillait des exposants – professionnels et associatifs – et proposait de nombreuses conférences et tables rondes. Mais cette année, il a innové en ouvrant le premier Forum ouvert des Transitions. Il permet aux participants de se regrouper en atelier sur des thèmes qui les intéressent. SDN-Rennes était présent au Salon comme les années précédentes et a mis l'accent sur plusieurs thématiques : projet d'enfouissement des déchets nucléaires à Bure ; l'atteinte à la santé – d'autant que le Plan Orsec Iode se met actuellement en



Actions locales des groupes

Tout au long de l'année, les groupes membres du Réseau se mobilisent et organisent des actions diverses et variées. Cette partie, qui n'est pas exhaustive, vise à donner un aperçu de la diversité des formes d'actions mises en place par les groupes et collectifs locaux. Nous renvoyons au document de comptes-rendus d'actions des groupes, pour compléter ce panorama de la vie des groupes de la fédération.



place sur département d'Ille & Vilaine. Le salon a aussi permis de faire une conférence commune Japon/Inde grâce à l'intervention de Hiroko et Pradeep Indulkar. Le salon a aussi permis de renouer les liens avec les organismes agricoles avec lesquels nous avons un point commun : la préservation de la terre agricole de toute contamination nucléaire !

Tous mobilisés contre Cattenom !

À l'appel de l'Association International Contre Cattenom et de SDN Moselle, 300 personnes se sont rassemblées le 14 septembre place de la République à Metz pour demander l'arrêt immédiat de la centrale nucléaire de Cattenom. Dans cette centrale de 1300 mégawatts, parmi les plus puissantes au monde, les incidents se multiplient. L'incendie impressionnant d'un transformateur et le rejet dans la Moselle de 50 000 litres d'acide



chlorhydrique en sont les derniers témoignages.

En préambule à la manifestation, français et allemands se sont exprimés à la tribune pour exprimer ensemble les dangers que représente la présence de la centrale dans ce pays des trois frontières puisque le Luxembourg et l'Allemagne ne sont qu'à une dizaine de kilomètres. Les manifestants se sont ensuite déployés dans le centre ville pour sensibiliser la population aux dangers du nucléaire et aux alternatives possibles. La manifestation s'est achevée avec les concerts du groupe franco-allemand Manijo et de Italao.

Ca bouge autour de la gare de triage de Drancy !

Le samedi 21 septembre, une chaîne humaine s'est mise en place au Blanc-Mesnil, suite à la publication de l'arrêté préfectoral créant une zone d'exclusion de 620 mètres autour de la gare de triage de Drancy-Le Bourget, par où circulent de nombreux convois de matière nucléaire. En outre, cette décision technocratique ne résout en rien les potentiels dangers du site, mais spolie les dizaines de milliers d'habitants qui la subissent. Depuis juin, les riverains se mobilisent contre cette décision, et ils étaient cette fois-ci plus d'un millier à manifester. Cette action citoyenne a permis que les municipalités aux orientations politiques différentes

se tendent la main pour agir ensemble au service de l'intérêt général !

On court contre le nucléaire à Chinon !

La "corrida" de Chinon est une course à pied de 7 kilomètres, en soirée, sponsorisée par Areva et EDF. Deux membres du groupe local SDN Touraine ont décidé d'y participer, habillés comme il se doit en t-shirts jaunes et à la fin de la course, ils ont récupéré un drapeau chacun pour finir en beauté ! Même s'ils n'étaient que deux à porter les couleurs de la sortie du nucléaire, comme dans tout sport, l'essentiel était de participer ! En espérant bien sûr que l'an prochain, les coureurs antinucléaires seront nombreux !

Soirée-débat au Forum Social du Cher

Du 7 au 12 octobre, s'est tenu à Bourges et Vierzon le deuxième forum social local du Cher. Organisé par un collectif d'associations sous le pilotage d'Attac 18. Le forum 2013 avait pour thème central : "le travail en éclats" pour dénoncer les atteintes au droit du travail et au respect de la dignité humaine.

Tout naturellement, l'association SDN Berry-Puisaye a rejoint le collectif et proposé la projection d'un film "Nucléaire, la bombe humaine" qui relate les mauvaises conditions de travail de 80 % des ouvriers de maintenance et prestataires du nucléaire. La projection était suivie d'un débat auquel étaient invités Dominique Huez et Daniel Luengo, respectivement médecin du travail et prestataire dans le nucléaire.

Le public a pu découvrir le quotidien des travailleurs précaires du nucléaire, et par la suite les questions et les échanges ont alimenté le débat très documenté par les deux intervenants. Il est ressorti de cette séance l'impression que le risque de catastrophe nucléaire pouvait très bien surgir d'une succession d'erreurs humaines engendrées par de mauvaises conditions de travail et de sous-traitances en cascades qui éloignent le donneur d'ordre de l'exécutant.

Les militants parisiens

solidaires des victimes du Fukushima

Le 12 octobre à Paris, veille du grand rassemblement "no nuke day" au Japon, les militants parisiens se sont retrouvés place de la Bastille pour témoigner leur solidarité avec le peuple japonais, qui subit depuis plus de deux ans et demi la catastrophe de Fukushima. L'événement a été ponctué de discours et d'interludes musicaux, où deux artistes japonaises nous ont interprété des thèmes musicaux traditionnels.

Ces interventions ont permis de dénoncer une nouvelle

fois les mensonges systématiques de gouvernement de Monsieur Abe, à l'heure où les premiers cas de cancers chez les enfants sont découverts...



©Réseau

Les actions rond-point font des petits !

Depuis deux ans maintenant, le groupe SDN Bugey organise tous les mois des actions rond-point dans l'Ain, afin de dénoncer les risques liés à la centrale mais aussi à la construction du centre ICEDA de stockage des déchets de démantèlement. Le groupe SDN Drôme-Ardèche s'est aussi saisi de cette action qui permet, même avec peu de militants, d'être très visibles. C'est ainsi que tous les 11 du mois, en référence à la date de la catastrophe de Fukushima, les militants se retrouvent à 18h autour du rond-point en contrebas de la préfecture de Valence pour tenir une banderole dénonçant les dangers du nucléaire et en distribuant les tracts de la campagne "De la mine aux déchets, tous concernés".

La résistance ne lâche rien en Meuse

Void-Vacon est une petite commune de la Meuse dans laquelle s'est implantée en 2009 une base logistique d'Areva, par laquelle doivent transiter des pièces à destination de l'installation d'enrichissement Georges Besse 2 et des centrifugeuses pour le site du Tricastin. Pourtant, il s'avère que transitent également des matières radioactives : de l'hexafluorure d'uranium (UF₆ naturel et appauvri) et du dioxyde d'uranium (UO₂).

L'idée d'une réunion publique a donc émergé, afin d'informer la population sur ce qui se trame dans leur département. Le maire de Void-Vacon ayant refusé de prêter une salle aux organisateurs, ils ont finalement été accueillis par le maire de Pagny-sur-Meuse. Malgré ce dialogue avec un élu, la grande majorité des questions posées restent sans réponse : Quelque chose est-il prévu en cas d'accident ? Les travailleurs sont-ils formés ? Les pompiers seront-ils prêts en cas d'accident ? Quelle quantité de matière transite par Void et combien de temps reste-t-elle sur place... ?

Verdun : trou de mémoire

Le lundi 15 septembre 2014, s'ouvrait une Conférence-débat internationale sur la préservation des documents, des connaissances et de la mémoire des déchets radioactifs génération après génération au Centre Mondial de la Paix à Verdun. Le parallèle entre la mémoire de l'effroyable conflit du début du XX^e siècle, honorée au Centre mondial de la Paix, et la mémoire du cimetière nucléaire en projet à Bure, si controversé, a choqué et interpellé plus d'un habitant.

Une bonne soixantaine de personnes venues du monde entier s'est retrouvée à Verdun afin d'échanger sur l'illusoire idée que l'homme saura se souvenir de la radioactivité en migration sous terre. À noter que le CEDRA a pu s'introduire dans la salle, pour porter la contradiction dans le colloque. La ville était quadrillée par un nombre démesuré de gendarmes et de CRS. Les manifestants ont déployé par deux fois une immense banderole "Le nucléaire tue l'avenir", sur le lieu très symbolique des marches de la Victoire et, avec beaucoup de poésie, sur le pont du quai de Londres. La chorale révolutionnaire des alentours de Verdun "Les mauvais jours finiront", a chauffé l'ambiance en entonnant des chants de liberté et d'engagement politique, notamment "La java des bombes atomiques" de Boris Vian à chaque arrêt et pour finir devant le Centre Mondial de la Paix, devant des CRS très déterminés. Sur le millier de tracts distribués par les manifestants, on pouvait lire : "Solennellement, aujourd'hui, le 15 septembre 2014, à Verdun, nous réaffirmons que la mémoire des sites d'enfouissement est impossible pour des millénaires et nous prenons une nouvelle fois l'engagement de ne pas nous laisser atomiser".

Les artisans du nucléaire mondial repartiront chez eux avec des images de déploiement de force publique à la française. Ils auront sans doute conclu que le projet Cigéo /Bure n'est pas acquis.



Mégastop au Mégajoule !

Les 27 et 28 septembre au Barp, le camp de la paix organisé par le collectif "Mégastop au Mégajoule" qui rassemble quinze associations et partis, a été une indéniable réussite. Les militants sont parvenus à tenir le camp de la paix sans se faire expulser par les forces de l'ordre ! Le Torii (portail traditionnel japonais) a de nouveau été érigé face au site du Laser Mégajoule. Pleins de projets sont nés, avec une volonté commune clairement exprimée : mobiliser largement contre le grand projet inutile du Laser Mégajoule et renouveler le camp de la paix en 2015.

3 - COMMUNICATION, WEB, PUBLICATIONS ET RELATIONS MÉDIAS

En Bref :

- ◆ une lettre d'info envoyée chaque mois à plus de 120 000 personnes
- ◆ une revue trimestrielle envoyée à 15 000 personnes
- ◆ un site en refonte et à la fréquentation déjà importante avec ses 2600 visites quotidiennes
- ◆ 757 incidents/accidents répertoriés sur le site
- ◆ une page Facebook suivie par plus de 35 800 personnes et des "followers" de notre fil Twitter toujours plus nombreux
- ◆ plus de 175 sollicitations pour nos différents porte-parole avec plus de 300 reprises ou citations relevées dans les médias
- ◆ 2700 articles envoyés dans l'année soit environ 225 par mois via notre revue de presse quotidienne
- ◆ 51 livres sur le nucléaire et les alternatives en vente dans la boutique du Réseau

De la revue "Sortir du nucléaire" aux nombreux communiqués de presse, en passant par de nouveaux supports d'information papier et web, le Réseau "Sortir du nucléaire" a abondamment communiqué vers le grand public et les médias en 2014.

La revue "Sortir du nucléaire"

La revue trimestrielle "Sortir du nucléaire" est l'un des principaux supports d'information et de sensibilisation à destination du grand public édité par le Réseau ; son élaboration se déroule en étroite articulation avec les autres aspects de l'activité du Réseau (campagnes, actions, enjeux politiques importants, etc). La revue est un moyen important d'information et de mobilisation pour les principales actions nationales, qu'elle valorise en couverture ou en pages intérieures. Elle est également, incidemment, l'un des moyens importants de collecte de fonds pour le Réseau ; ainsi, sur l'exercice septembre 2013 – août 2014, la revue et les relances associées ont généré un résultat positif d'environ 160 000 €.

L'élaboration de la revue est coordonnée par le Responsable des publications, en concertation avec les responsables de rubriques. La rédaction des articles repose en partie sur les salariées concernées par le suivi des campagnes, de l'actualité et des actions de terrain, et en partie sur des contributeurs bénévoles, occasionnels ou réguliers pour la rubrique "nucléaire militaire", ou pour la rubrique "Fukushima" notamment, membres du Réseau ou sympathisant-e-s pouvant apporter une expertise et une capacité de vulgarisation sur un sujet donné.

La revue fait chaque trimestre un point sur l'actualité du nucléaire et des alternatives, en France et dans le monde, ainsi que sur l'actualité du Réseau, les actions, etc... en cherchant un équilibre entre articles de fond, témoignages, comptes rendus, brèves et autres formats, y inclut illustratifs plus que textuels. En 2014, un effort particulier a été fait pour rechercher des brèves d'info à dimension visuelle, pour aérer la lecture.

Voici maintenant un an et demi qu'a été fait le choix, dans une approche de gestion prudente et économe des ressources budgétaires de l'association, de réduire la pagination de la revue de 52 à 36 pages, en préservant néanmoins les rubriques essentielles et la même exigence éditoriale. À ce jour, nous n'avons pas eu connaissance de retours ou avis négatifs quant à cette réduction de pagination qui a permis de faire des économies non négligeables.

La revue est actuellement adressée directement à environ 15 000 personnes chaque trimestre ; elle touche un nombre sensiblement plus élevé de lecteurs et lectrices, puisque les militant-e-s et les sympathisant-e-s la font circuler, entre autres par le biais des stands et tables de presse. Parmi ces 15 000 exemplaires, un nombre limité vise à faire connaître le Réseau à de nouveaux contacts nous ayant rejoints à l'occasion de la signature d'une pétition en ligne, par exemple.

De nouveaux supports d'information

En 2014, nos nouveaux supports d'information, papier et web, ont été notamment en articulation étroite avec la campagne "Nucléaire : Stop au rafistolage !" pour l'arrêt immédiat des réacteurs de plus de 30 ans.

Ainsi, le poster de l'infographie "Nucléaire : Stop au rafistolage !", conçu en collaboration avec une graphiste prestataire, a été envoyé à 40 000 personnes, accompagné d'un courrier de campagne pour l'interpellation des députés en amont du débat parlementaire sur la "Loi de Transition Énergétique". Ce poster a également été proposé à l'achat en lots dans la boutique du Réseau, afin d'en encourager la diffusion comme document de sensibilisation. L'univers graphique créé pour ce poster a par la suite été décliné sous forme d'affiches et d'autocollants. Une fausse publicité, le "Kit Rafistolage spécial réacteurs nucléaires", a été créée et déclinée sous forme de tract d'information, envoyé par courrier aux parlementaires ainsi qu'à de nombreux journalistes, et proposé aux militant-e-s pour leurs actions sur le terrain.

Une vidéo intitulée "Pas de transition énergétique sans sortie du nucléaire" a été réalisée afin de compléter l'infographie et de véhiculer un message positif, promouvant les solutions disponibles ici et maintenant pour sortir rapidement du nucléaire, et valorisant les économies d'énergie et les énergies renouvelables. Cette vidéo décline les univers graphiques de la campagne "Nucléaire : Stop au rafistolage !" et de la brochure rouge/verte "Changeons d'ère, sortons du nucléaire".

Des autocollants ont été spécialement créés à l'occasion des mobilisations contre les "salons qui tuent" organisés par l'industrie nucléaire, que ce soit le salon "Nukléa" à Grenoble ou la "World Nuclear Exhibition" au Bourget. Des visuels inspirés des encarts "fumer tue" ont été déclinés en autocollants pour rappeler les dangers du nucléaire. Par ailleurs, pour le WNE, des autocollants ont été spécialement créés par un graphiste sympathisant, Benjamin Aflallo. Destinés à être collés dans le RER pour alerter sur la propagande nucléaire, ils détournaient la figure de "Serge le lapin", icône de la RATP bien connue des Franciliens.

Nous essayons de développer une réactivité à l'actualité également sous forme vidéo, en complément des nombreuses interventions médiatiques des porte-parole de l'association et de nos communiqués de presse. Ainsi, nous avons mis en lumière des extraits des auditions parlementaires filmées du président de l'Autorité de

Sûreté Nucléaire, Pierre-Franck Chevet, et du directeur de l'Institut de Radioprotection et de Sûreté Nucléaire, Jacques Repussard, en lien avec l'actualité, dans deux vidéos réalisées, l'une en mars 2014, en lien avec les nouveaux surcoûts et retards de l'EPR, puis début novembre, au moment où était révélé le survol de nombreuses centrales nucléaires par de mystérieux drones non identifiés.

Dans un autre registre Benjamin Aflallo nous a spontanément proposé un visuel inspiré à la fois de notre carte "Nucléaire : danger permanent" et de l'univers d'Astérix. En collaboration avec lui, qui a travaillé bénévolement sur ce projet, nous avons affiné sa proposition pour éditer une nouvelle affiche, intitulée "La Gaule sous occupation nucléaire", avec l'idée de proposer ainsi un support décalé, fournissant de l'information sur l'omniprésence du nucléaire dans l'Hexagone, tout en allégeant par le pastiche d'Astérix. Cette affiche est en vente dans la boutique du Réseau.

La newsletter mensuelle

Envoyée à plus de 120 000 contacts chaque mois, notre newsletter valorise chaque mois des sujets en lien direct avec l'actualité et avec nos actions et mobilisations marquantes.

Une forte activité web

Le portail web du Réseau www.sortirdunucleaire.org connaît toujours une fréquentation importante : en moyenne 2600 visites par jour (soit 44 000 visiteurs différents par mois) et plusieurs pics de fréquentation lors des lancements des cyberaction et pétitions en ligne de la campagne "Nucléaire : Stop au rafistolage !" (à chaque fois plus de 25 000 visites en 3 jours)

Le site sortirdunucleaire.org, coordonné par les deux webmestres en collaboration étroite avec le reste de l'équipe salariée et des personnes ressources bénévoles témoigne du dynamisme du Réseau :

- ◆ En moyenne 45 événements par mois sont mis en ligne dans l'agenda,
- ◆ 25 dossiers d'actualité sont en cours en 2014,
- ◆ Désormais 757 incident/accidents sont répertoriés dans la rubrique "*Le risque nucléaire dans le monde*".
- ◆ Pour chaque campagne ou mobilisation nationale des sous-sites spécifiques ont été créés : Nucléaire : Stop au rafistolage ! ; Dynamique d'actions contre le nucléaire militaire ; De la mine aux déchets, tous concernés ; Soutien à la lutte à Bure.

- ◆ La cyberaction d'interpellation des députés dans le cadre de la loi sur la transition énergétique a été signée par plus de 14 000 personnes. La pétition "Pas de transition énergétique sans sortie du nucléaire" totalise plus de 35 000 signataires.
- ◆ Une attention particulière a été apportée au développement de contenus multimédias grand public : infographie animée en 6 tableaux "Nucléaire, l'envers du décor" qui présente les différentes étapes de la chaîne de l'uranium, déclinaison interactive de l'infographie "Nucléaire : Stop au rafistolage !", vidéo "Transition énergétique sans nucléaire, ça marche !" qui présente en trois minutes les solutions pour sortir du nucléaire.

En parallèle aux nombreuses mises à jour quotidiennes, un gros travail de fond a été effectué dans le cadre de la refonte du site dont la nouvelle version a été mise en ligne fin 2014. Toute l'équipe a été sollicitée pour mettre au point une organisation des contenus plus claire, une meilleure valorisation des outils militants, un classement thématique des ressources proposées, une nouvelle maquette qui s'adapte à tous les supports. Pour finaliser ce projet les webmestres ont été épaulées par deux prestataires : une maquettiste et un développeur.

Une présence en progression sur les réseaux sociaux

Suivie par 35 300 personnes, la page Facebook du Réseau "Sortir du nucléaire" contribue à diffuser nos informations, communiqués, actions... auprès d'un plus large public, ainsi qu'à mettre en évidence des articles intéressants. Le nombre d'abonnés de notre compte Twitter continue sa progression, avec désormais près de 5800 followers. Suivi par de nombreux militant-e-s et journalistes, ce fil d'info permet aussi un suivi heure par heure des grandes mobilisations (manifestations, actions contre les transports nucléaires...), une retranscription en direct de conférences, etc.

Un travail important en direction des médias

En 2014, le Réseau a envoyé plus de 35 communiqués de presse et de nombreux textes courts de réaction sur des sujets d'actualité immédiate (loi de transition, CIGEO, EPR, Fessenheim...). Les choix de communication reflètent avant tout les grands axes prioritaires par l'AG 2014 (transports radioactifs, lutte contre les déchets, contre la prolongation de l'activité des centrales au-delà de 30 ans, nucléaire militaire... cf la partie "campagnes" pour une présentation plus détaillée). Les nombreuses actions juridiques et mobilisations locales ont également fait l'objet d'interpellation des médias.

En plus de réactions à l'actualité, le Réseau a également contribué à faire sortir des informations de fond peu connues ou quasi-exclusives sur des sujets divers : accord franco-japonais pour le redémarrage d'un réacteur au Japon, construction d'une école au pied d'une centrale nucléaire dans le Loir-et-Cher, trafic international de combustible nucléaire entre la France, la Suède et l'Allemagne...

Malgré un faible intérêt des médias pour les questions environnementales (la loi de transition énergétique, par exemple, a peu fait parler d'elle en-dehors des médias spécialisés) et leur tendance à solliciter les politiques plutôt que les acteurs associatifs, le Réseau bénéficie en 2014 de retours médiatiques non négligeables. Depuis fin 2013, plus de 175 sollicitations ont été reçues par les différents porte-parole et plus de 300 reprises ou citations ont été observées dans les médias (sûrement beaucoup plus en réalité en raison de la démultiplication des supports). Ces retours plutôt satisfaisants sont certes liés à un "pic" de sollicitations avec l'affaire des survols de centrales par des drones, mais aussi à une volonté de consolider et améliorer les relations avec la presse, ainsi qu'à une bonne réactivité. La présence permanente de salariées du Réseau à Paris depuis août 2014 permet notamment de mieux répondre à des sollicitations qui arrivent souvent en dernière minute.

En 2014, le Réseau a été présent dans les médias les plus divers : presse économique, spécialisée, presse locale (notamment pour les actions "Occupe ton rond-point !" et les actions juridiques, avec respectivement plus de 60 et 90 reprises médiatiques), chaînes d'information en continu (BFM, LCI, I Télé...), émissions de débat sur différentes radios (Radio Notre Dame, BFM Business, Sud Radio à plusieurs reprises...), médias étrangers... Par ailleurs, il a également fourni des contenus pour des enquêtes plus détaillées (deux longs articles dans *Golias Hebdo*, longues enquêtes dans Reporterre) ou de petits scandales rendus publics par le Canard Enchaîné. Enfin, il a été sollicité pour intervenir ou fournir des informations de fond dans le cadre de reportages sur des sujets variés : voiture électrique, coûts du nucléaire, vieillissement de Fessenheim, trafics de matières nucléaires... Certains d'entre eux devraient sortir courant 2015.

4 - SURVEILLANCE CITOYENNE DES INSTALLATIONS NUCLÉAIRES ET ACTIONS JURIDIQUES

En Bref :

- ◆ déjà près d'une dizaine de victoires à l'encontre d'Areva, d'EDF et du CEA
- ◆ 30 dossiers en cours
- ◆ un travail de surveillance en développement constant avec plus de 30 personnes assurant un rôle de vigilance active
- ◆ une lettre d'info mensuelle envoyée à plus de 7000 personnes et un juriblog suscitant de plus en plus d'intérêt

La surveillance citoyenne des installations nucléaires progresse...

C'est grâce à une surveillance citoyenne efficace que de nombreuses actions juridiques sur les installations nucléaires voient le jour. La mise en œuvre de la campagne " Investir les commissions locales d'information (CLI)" votée par l'Assemblée générale 2013 a permis de considérablement renforcer et de consolider cette surveillance. En 2013, une liste destinée aux personnes membres de CLI ou aux personnes qui suivent de près ce qu'il se passe au sein d'une ou de plusieurs installations nucléaires a été créée. Cette liste compte aujourd'hui

plus d'une trentaine d'inscrits et permet une véritable circulation des informations entre les acteurs de la surveillance citoyenne. Nous détectons et analysons ainsi plus rapidement les incidents, les dysfonctionnements, les scandales qui peuvent déboucher par la suite sur des actions en justice. Cette année, les membres de la SCIN ont décidé de porter des revendications communes, à l'occasion de la conférence nationale des CLI organisée chaque année. Cette surveillance citoyenne nous permet également d'alimenter notre suivi des incidents et accidents nucléaires par le biais de la carte des incidents et accidents nucléaires dans le Monde.



La centrale nucléaire de Fessenheim

Si vous souhaitez en savoir plus sur la surveillance citoyenne des installations nucléaires, rendez-vous sur : www.sortirdunucleaire.org/surveillance-installations

Pour consulter la carte des incidents et accidents nucléaires dans le Monde : www.sortirdunucleaire.org/Nucleaire-des-accidents-partout

... et les actions juridiques se multiplient !

La guérilla juridique continue et le casier judiciaire des exploitants-délinquants commence à s'alourdir sérieusement. Nous comptons aujourd'hui près d'une dizaine de victoires contre l'industrie nucléaire et plus d'une trentaine de dossiers sont en cours à l'encontre d'Areva, d'EDF et du CEA, qu'il soit question de pollution radioactive ou de manquements à la réglementation environnementale, ou encore qu'il s'agisse de mettre des bâtons dans les roues aux grands projets de l'industrie nucléaire. Pour une plus grande adéquation avec les lignes stratégiques définies par l'Assemblée générale du Réseau, la majorité de nos actions sont désormais directement rattachées aux campagnes prioritaires (*cf partie "Campagnes" du présent rapport*). L'objectif est de ne plus rien laisser passer aux exploitants et de rétablir le vrai visage du nucléaire en cassant l'image du nucléaire propre grâce à une communication bien définie autour des actions que nous entreprenons (*cf partie précédente*). De plus en plus, nous essayons également de lier l'introduction des recours à des actions de terrain.

La liste des différentes affaires détaillées ci-dessous n'est pas exhaustive. Pour connaître l'ensemble de nos actions, consultez le Juriblog :

<http://groupes.sortirdunucleaire.org/Nos-actions-juridiques>

Les décisions obtenues en 2014

Transport La Hague – Gorleben (5 novembre 2010) Campagne "De la mine aux déchets, tous concernés !"

Le 5 novembre 2010, un convoi transportant des déchets radioactifs partiellement retraités à La Hague est parti de Valognes dans la Manche à destination de Gorleben en Allemagne. Ce transport a été autorisé par un accord d'exécution. Le Réseau, ainsi que plusieurs militants du GANVA, ont contesté la légalité de cette décision en déposant, le 20 décembre 2010, une requête en annulation. Le 10 mai 2012, le Tribunal administratif de Paris a rejeté cette requête. Le Réseau et les militants du GANVA ont fait appel. L'audience a eu lieu le 26 juin 2014. Le rapporteur public a conclu à l'incompétence de la juridiction au motif que l'acte attaqué était un acte de gouvernement, insusceptible de recours. La Cour administrative d'appel de Paris a finalement rejeté notre requête, mais n'a pas retenu l'argument de l'acte de gouvernement. Nous avons donc toujours la possibilité d'attaquer les autorisations de transport nucléaire.

Arrêté de rejets et de prélèvements pour le chantier de l'EPR à Penly (30 mars 2011)

Le 30 mars 2011, un arrêté a été pris par le préfet de Seine-Maritime afin d'autoriser les rejets et les prélèvements pour le chantier de l'EPR à Penly. Le 29 mars 2012, le Collectif STOP EPR ni à Penly ni ailleurs et le Réseau ont déposé un recours en annulation à l'encontre de cet arrêté. L'audience a eu lieu le 27 mai 2014. L'affaire a été mise en délibéré et le jugement a été rendu le 19 juin. Le Tribunal administratif de Rouen a finalement rejeté la requête des associations.

Fuite d'acide sulfurique des tours aéoréfrigérantes de la centrale de Chooz (29 décembre 2011)

Le 29 décembre 2011, la centrale de Chooz a déversé une importante quantité d'acide sulfurique dans la Meuse. Le Réseau a fait citer EDF devant le Tribunal de Charleville-Mézières afin qu'elle réponde de cette grave pollution. Le 30 juillet 2014, elle a été reconnue coupable et a été condamnée à 10 000 euros d'amende, à 6 000 euros de dommages et intérêts et à 2 000 euros au titre des frais engagés. Le 2 juillet 2013, une nouvelle fuite d'acide sulfurique a eu lieu sur le circuit de traitement antitartre de la tour aéroréfrigérante du réacteur n°1. Le Réseau a, de nouveau, fait citer EDF devant la justice.

Non-respect d'une mise en demeure à Superphenix (5 juillet 2012)

EDF n'a pas respecté une mise en demeure concernant les moyens de gestion des situations d'urgence sur le site de Superphénix. Il s'agissait de la décision n° 2012-DC-0309 du 5 juillet 2012 portant mise en demeure d'EDF de renforcer les moyens de gestion des situations d'urgence sur le site de Creys-Malville. Pour la première fois en France, EDF a été reconnue coupable de violation d'une mise en demeure de l'ASN et a été condamnée à verser 1 000 euros de dommages et intérêts et 1 000 euros au titre de l'article 475-1 du Code de procédure pénale. Cette reconnaissance de culpabilité est, toutefois, à relativiser, EDF ayant été dispensée de peine par la juridiction. Nous avons fait appel.

Des infractions en droit du travail à Chooz (septembre 2012) – Campagne "Travailleurs du nucléaire"

En septembre 2012, l'ASN de Châlons-en-Champagne a constaté un certain nombre de violations graves à la durée légale de temps de travail et de repos quotidien concernant un salarié de la centrale nucléaire de Chooz. L'affaire a été renvoyée devant la Juridiction de proximité pénale de Charleville-Mézières. L'audience a finalement

eu lieu le 15 octobre 2014. En dépit de la jurisprudence contraire invoquée dans nos conclusions, la Juridiction de proximité a relaxé EDF après avoir constaté l'extinction de l'action publique pour cause de prescription.

Fuite de tritium à la centrale de Penly (octobre 2012)

En octobre 2012, lors des prélèvements et mesures dans l'environnement réalisés par les équipes de la centrale nucléaire de Penly, du tritium a été détecté dans la nappe d'eau souterraine. Le Collectif STOP EPR ni à Penly ni ailleurs et le Réseau "Sortir du nucléaire" ont porté plainte en mars 2013. Le 10 septembre 2014, le Tribunal de Dieppe a reconnu EDF coupable et l'a condamnée à 7 500 euros d'amende, à 1 501 euros de dommages et intérêts et à 3 000 euros au titre de l'article 475-1 du Code de procédure pénale. Une fuite similaire a eu lieu à la centrale du Bugey à la même époque. Cette affaire va être prochainement audenciée par le Tribunal de Bourg-en-Bresse.

Renforcement du radier du réacteur 1 de la centrale de Fessenheim (19 décembre 2012)

Campagne "Nucléaire : Stop au rafistolage !"

Suite à l'avis favorable de l'ASN sur la poursuite d'exploitation au-delà de trente ans du réacteur 1 de la centrale de Fessenheim, celle-ci a donné son accord à la réalisation des travaux pour le rafistolage du radier du réacteur, le 19 décembre 2012. Les associations Réseau "Sortir du nucléaire", Alsace Nature, Stop Transports - Halte au nucléaire, Stop Fessenheim et le Comité pour la Sauvegarde de Fessenheim et de la plaine du Rhin ont déposé un recours au Conseil d'Etat contre la réalisation de ces travaux dangereux, inutiles et coûteux. L'audience a eu lieu le 5 novembre 2014 et l'affaire a été mise en délibéré.

Affaires juridiques en cours

Potentiel géothermique du futur site d'implantation de CIGEO (juin 2008) – Campagne "Soutenir et amplifier la lutte à Bure"

L'ANDRA a été chargée de concevoir et d'implanter un centre de stockage pour les déchets de haute activité et de moyenne activité à vie longue appelé CIGEO. Le site qui a été choisi pour accueillir ce centre est situé autour de Bure, dans la Meuse. Pourtant, ces sols renferment un potentiel géothermique non négligeable. En 2008, l'ANDRA a réalisé une opération de forage et a finalement conclu à la faible potentialité géothermique du sous-sol. Mais, elle n'a pas procédé dans les règles de l'art et a

manipulé la présentation des résultats. Une assignation en responsabilité civile délictuelle à l'encontre de l'Andra a été déposée. Cette affaire a été examinée par le Tribunal de grande instance de Nanterre le 5 janvier 2015.

Absence d'autorisation INB pour deux bassins d'entreposage de Malvési (2009)

Campagne "De la mine aux déchets, tous concernés"

Des analyses menées en 2009 à Comurhex Malvési ont révélé qu'une partie des bassins situés sur le site devait relever du régime des installations nucléaires. Ces bassins ont donc existé pendant des années sans l'autorisation requise. Le Réseau "Sortir du nucléaire" a porté plainte. L'enquête est toujours en cours. Dernièrement, le Réseau a été sollicité par le procureur afin d'apporter son analyse de l'audition du directeur de la Comurhex Malvési.

Contamination externe d'un agent lors d'une intervention à Dampierre (28 mai 2011)

Campagne "Travailleurs du nucléaire"

Le 28 mai 2011, un agent d'une entreprise prestataire a été contaminé au niveau de la nuque lors de travaux effectués dans le cadre de la visite décennale du réacteur n° 1 de la centrale de Dampierre-en-Burly. La contamination n'a été déclarée qu'en mars 2012. Le Réseau "Sortir du nucléaire" a fait citer directement EDF devant le Tribunal correctionnel de Montargis.

Absence de dispositif casse-siphon sur les tuyauteries de refroidissement des piscines d'entreposage des réacteurs 2 et 3 de Cattenom (décembre 2011)

Fin 2011, EDF a constaté l'absence de dispositif casse-siphon sur les tuyauteries de refroidissement des piscines d'entreposage des combustibles des réacteurs 2 et 3 de la centrale de Cattenom. Ce dispositif permet d'éviter que l'eau des piscines ne se vide, laissant alors le combustible à l'air libre et non refroidi. Il est scandaleux que l'exploitant n'ait constaté cette absence qu'en 2011 alors même que ces casse-siphons manquent à l'appel depuis la construction des piscines, soit depuis près de 30 ans ! Le Réseau a déposé une citation directe à l'encontre d'EDF. L'audience aura lieu le 5 mai 2015, à 14h, au Tribunal correctionnel de Thionville.

Violation d'une mise en demeure à Civaux (24 janvier 2012)

Le 24 janvier 2012, EDF a été mise en demeure de restaurer l'étanchéité de la capacité de rétention

des réservoirs KER, sur le site de la centrale de Civaux, à la suite d'une fuite de tritium dans l'environnement. Une inspection de l'ASN a révélé que cette mise en demeure n'avait pas été respectée. Le Réseau a décidé de porter plainte.

Transport Vercelli – La Hague (24 juillet 2012)

Campagne "De la mine aux déchets, tous concernés"

Le 24 juillet 2012, un train transportant du combustible usé a quitté l'Italie pour rejoindre le terminal de Valognes, puis l'usine de La Hague en France. Ce convoi a été autorisé par une décision du chef du département de la sécurité nucléaire rattaché au service de défense, de sécurité et d'intelligence économique du Ministère de l'Ecologie dans le cadre d'un accord bilatéral France-Italie signé en 2006. Nous avons attaqué l'accord d'exécution de ce transport, le 30 août 2012. Suite au rejet de notre requête par le Tribunal administratif de Cergy-Pontoise, nous avons saisi la Cour administrative d'appel de Versailles.

Violation des règles d'identification, d'entreposage et de transfert interne de matières fissiles humides à FBFC Romans-sur-Isère (26 septembre 2012)

Campagne "De la mine aux déchets, tous concernés"

La société FBFC a déclaré le 26 septembre 2012 à l'ASN une violation des règles de conditionnement, d'entreposage et de transfert interne de matières fissiles humides au sein de son usine à Romans-sur-Isère. Nous avons porté plainte. Cette procédure a été classée sans suite par le Parquet de Valence, après un simple rappel à la loi. Nous envisageons de déposer une citation directe à l'encontre de la FBFC.

Violation du certificat d'agrément d'un modèle de colis destiné au transport de crayons de combustible neuf à Melox (24 octobre 2012)

Campagne "De la mine aux déchets, tous concernés"

Plusieurs transports de combustible MOX neuf entre l'installation Melox à Marcoule et l'installation FBFC à Dessel (Belgique) ont été réalisés en violation du certificat d'agrément du modèle de colis émis par l'ASN. Nous avons porté plainte. Une enquête est en cours.

Des infractions en cascade à Chinon (2013)

Campagne "Nucléaire : Stop au rafistolage !"

A l'occasion de l'arrêt pour visite décennale du réacteur B1 de la centrale de Chinon, l'ASN a procédé à toute une série d'inspections sur le site qui font état d'un grand nombre de dysfonctionnements. Nous avons porté plainte. Une enquête a été ouverte.

Dysfonctionnement des vannes du circuit de contrôle volumétrique et chimique du réacteur n° 5 du Bugey (août 2013)

Campagne "Nucléaire : Stop au rafistolage !"

Le 1^{er} août 2013, la vanne de charge du circuit de contrôle volumétrique et chimique du réacteur n° 5 présentait un problème de fuite interne. Le 2 août, la vanne de décharge de ce même circuit a connu un dysfonctionnement qui a occasionné une montée de pression du circuit primaire. Le Réseau "Sortir du nucléaire" a porté plainte. Cette procédure a été classée sans suite par le Parquet de Bourg-en-Bresse, le 3 juin 2014, après un simple rappel à la loi. Nous envisageons de déposer une citation directe à l'encontre d'EDF.



Irradiation d'un travailleur au CEA Grenoble (23 août 2013) – Campagne "Travailleurs du nucléaire"

Le CEA de Grenoble et la société D&S ont déclaré, le 3 septembre 2013, l'irradiation d'un travailleur de l'entreprise D&S. Cette irradiation s'est produite le 23 août 2013, lors d'une opération de tri de déchets et de gravats radioactifs au LAMA. Le Réseau "Sortir du nucléaire", en lien avec le travailleur concerné, a porté plainte.

Fuite de tritium à Gravelines (21 janvier 2014)

Campagne "Nucléaire : Stop au rafistolage !"

Une présence anormale de tritium (190 Bq/l) a été constatée par EDF, exploitant du CNPE de Gravelines, à partir du 21 janvier 2014 dans les eaux souterraines au droit du site. Nous avons porté plainte. Une fuite similaire a été détectée à la centrale du Tricastin en août 2013. Une enquête est en cours.

5 - RELATIONS EXTÉRIEURES

En Bref :

- ◆ le Réseau est membre de 15 collectifs et associations
- ◆ un travail sur des sujets aussi divers que l'armement, la santé, le climat ou les alternatives
- ◆ trois auditions parlementaires
- ◆ un soutien actif à la convergence des luttes

Une année marquée par une collaboration inter-associative et par un renforcement du plaidoyer envers les acteurs politiques

Un Réseau actif au sein de nombreux collectifs

Le Réseau "Sortir du nucléaire" est membre de nombreux collectifs et associations : Armes Nucléaires Stop, International Coalition to Ban Uranium Weapons, Energie Partagée, Sciences Citoyennes, IndependentWHO... (cf la liste complète sur notre site : <http://www.sortirdunucleaire.org/Nous-connaître>). Une adhésion croisée a également lieu avec le Réseau Action Climat.

Depuis 2012, le Réseau est aussi inscrit au sein d'une coordination inter-associative informelle, animée par le Réseau Action Climat (RAC) et le Comité de Liaison des Énergies Renouvelables, qui s'est constituée autour du débat national sur la transition énergétique et qui a poursuivi son travail commun lors de l'élaboration de la "Loi de transition énergétique pour une croissance verte". Cette coordination est destinée à favoriser le partage d'informations et d'analyses et propose la mise en place de réactions, de documents et outils communs. Depuis cette année, le Réseau a rejoint la Coalition climat 21 afin de se tenir informés des discussions en amont de la COP 21. Ce collectif initié par Attac, le CRID, le RAC et les Amis de la Terre se veut une plateforme pour le soutien logistique à la mobilisation en perspective des actions qui seront menées lorsque la France accueillera la Conférence mondiale sur le climat en décembre 2015. Il n'a pas vocation à parler d'une seule voix, de par la diversité de structures qu'il regroupe (associations environnementales institutionnelles ou radicales, ONGs de développement international, syndicats, organisations confessionnelles...). Notre présence au sein de ce collectif a pour but de faire en sorte que le message antinucléaire soit entendu et porté au sein des mobilisations qui seront organisées fin 2015.

De nombreuses collaborations et actions communes

Cette année le Réseau a renforcé sa collaboration avec plusieurs associations et structures nationales.

Début 2014, le Réseau a bénéficié du soutien des Amis de la Terre dans le cadre d'actions menées contre l'ouverture d'une mine d'uranium au Nunavut. En octobre, nous avons travaillé en commun avec les Amis de la Terre, mais aussi Attac, pour la mise en place d'une mobilisation contre le World Nuclear Exhibition, le premier salon mondial du nucléaire.



© Mésarine Seyffiat

Depuis le début de l'année, nous participons également aux côtés des Amis de la Terre au projet "Eddie" (Edouard de Fission), une grande marionnette de 3 mètres de haut, représentant un lobbyiste véreux avec chapeau haut de forme et monocle. Cette marionnette satirique est un outil mis en place pour dénoncer la capture du pouvoir par les lobbies. Il pointe le bout de son nez aux Assemblées Générales d'EDF ou AREVA, au World Nuclear Exhibition...

Le Réseau s'est également coordonné avec Greenpeace à plusieurs reprises, notamment dans le cadre de la préparation de la conférence nationale des CLI.



© Mélanie Széchenyi

Plusieurs actions juridiques ont été menées en commun avec France Nature Environnement et ses associations locales (Mirabel Lorraine Nature Environnement, Haute-Normandie Nature Environnement, Nature et Avenir...). Enfin, des échanges ont fréquemment lieu avec WISE Paris et Global Chance, qui apportent ponctuellement leur expertise au Réseau sur différents sujets (par exemple sur les travaux sur le radier de Fessenheim).

Un soutien actif au mouvement de convergence des luttes

Conformément à la motion votée en AG 2014, le Réseau a continué à soutenir le mouvement de Convergence des luttes. Nous avons notamment apporté un soutien actif et relayé les actions organisées partout en France dans le cadre de la Convergence vers Notre-Dame-des-Landes qui s'est déroulée à la fin du mois de juin. Le Réseau était également présent lors du grand rassemblement des 5 et 6 juillet, qui clôturait cette convergence et a tenu un stand dans le village associatif tout au long du week-end.

L'association a par ailleurs participé à une manifestation de convergence le samedi 11 octobre à Paris, au côté des militants anti-TAFTA et gaz de schistes, juste après la manifestation contre le WNE.

Avec ses 15 espaces thématiques Alternatiba a tenu ses promesses. De très nombreuses conférences et ateliers ont dû refuser du monde, malgré le fait qu'il s'en tenait souvent 6 ou 7 au même moment. Les organisateurs estiment à plus de 12 000 le nombre de personnes venues à Alternatiba.

Ce festival a aussi permis de rendre hommage aux victimes de Lampedusa, et à demander à l'Europe une politique d'ouverture et d'accueil différente. Les participants se sont aussi rassemblés lors d'une action symbolique de solidarité avec les militants de Greenpeace incarcérés en Russie et le festival s'est conclu par un hommage à Stéphane Hessel, parrain du projet Alternatiba.

Un soutien a également été apporté à la lutte contre le barrage du Testet. Alors que le mouvement été marqué par un drame - le décès de Remi Fraisse - le Réseau a exprimé sa solidarité avec les personnes sur place et a dénoncé la violence d'Etat.

Un soutien à différents acteurs associatifs et militants

Outre son soutien à l'ensemble des événements organisés dans la dynamique Alternatiba, le Réseau a, tout au long de l'année, également soutenu de nombreuses actions de collectifs et associations antinucléaires qui ne sont pas membres du Réseau : l'association RECH pour l'organisation d'une chaîne humaine en mars 2014, l'association Alchemille pour l'accueil des enfants de Fukushima, la réalisation du film "A Bure pour l'éternité", les militants poursuivis en justice suite aux camps de Valognes, ainsi que le collectif STOP Uranium pour l'organisation d'actions contre l'usine de Malvési. Par ailleurs, il a également renouvelé son soutien à l'Observatoire du Nucléaire à l'occasion de son procès en appel contre Areva.

Rencontres avec les politiques

De nombreux rendez-vous avec les parlementaires, une communication encore très difficile avec les ministères, une présence lors d'universités d'été de partis, les hommes et femmes politiques ne peuvent plus ignorer le Réseau comme interlocuteur incontournable sur la question du nucléaire.

Le Réseau a été auditionné dans le cadre des travaux de la Commission d'Enquête sur les coûts du nucléaire pilotée par Denis Baupin et François Brottes.

À l'occasion de l'élaboration de la "loi de transition énergétique pour une croissance verte", le Réseau a été sollicité pour une audition à l'Assemblée Nationale, organisée par Philippe Plisson (député PS de la Gironde), puis au Sénat, à l'initiative de Ladislas Poniatowski (député UMP, Seine-Maritime). Il a également sollicité et obtenu des rendez-vous auprès de certains députés pour échanger avec eux sur le projet de loi, comme le député JP Chanteguet, président de la Commission Développement Durable de l'Assemblée Nationale. Par ailleurs, dans le contexte de l'élaboration de la loi, et dans le cadre de la campagne "Nucléaire : Stop au rafistolage !", le Réseau a lancé une vaste campagne d'interpellation des députés, incitant notamment les militants et groupes actifs à solliciter des rendez-vous. Partout en France, des rendez-vous ont eu lieu (par exemple avec François Brottes en Isère). cf partie "Campagnes et projets prioritaires" pour plus d'information.

Le Réseau a également participé à un rendez-vous sollicité par des députés... allemands, curieux de comprendre l'énigmatique transition énergétique à la française.

Malgré plusieurs sollicitations, peu de contacts ont été possibles avec des représentants des ministères. Suite au dépôt de plus de 30 000 signatures contre l'ouverture d'une mine d'uranium au Nunavut, seul le chef de cabinet du Ministère du Développement a bien voulu nous recevoir (les ministères de l'Environnement et des Affaires étrangères ont fait la sourde oreille).

Suite à plusieurs sollicitations, un rendez-vous a pu être obtenu avec la Direction Générale de l'Énergie et du Climat en février suite à l'apparition de CIGEO dans le projet de loi de transition énergétique. Celui-ci a plus tourné au dialogue de sourds qu'à autre chose.

Enfin, notons que Ségolène Royal, actuelle Ministre de l'Environnement, continue de nous ignorer – tout comme elle ignore les nombreuses demandes de rendez-vous déposées par les associations actives pour la fermeture de la centrale de Fessenheim...

En août 2014, Philippe Lambersens (SDN Isère) a été mandaté pour représenter le Réseau à l'occasion de l'université d'été du Parti de Gauche à Grenoble. Il est notamment intervenu lors d'un grand atelier-débat au sujet de la place du nucléaire dans le projet de loi de transition énergétique.

Xavier Saint-Marc, administrateur du Réseau, est quant à lui intervenu lors des journées d'été d'Europe-Ecologie les Verts dans le cadre de l'atelier « Agissons ensemble pour sortir du nucléaire ! », sur la question de la loi de transition énergétique et des mobilisations militantes alors prévues.

Notons par ailleurs que le Réseau poursuit ses liens avec des élus membres de CLI en leur diffusant des informations sur les problèmes qui concernent leurs centrales.



**PAS DE TRANSITION ÉNERGÉTIQUE
SANS SORTIE DU NUCLÉAIRE**

6 - L'ACTIVITÉ INTERNATIONALE

Les actions présentées avec un ☀ ont bénéficié d'un soutien financier du Réseau "Sortir du nucléaire".

En Bref :

- ◆ un travail avec les militants allemands qui s'intensifie
- ◆ une tournée franco-indienne de la Bretagne au Sud-Ouest avec plus de 15 soirées projections
- ◆ une revue de presse en anglais avec près de 500 articles relayés sur l'année

Un comité international actif

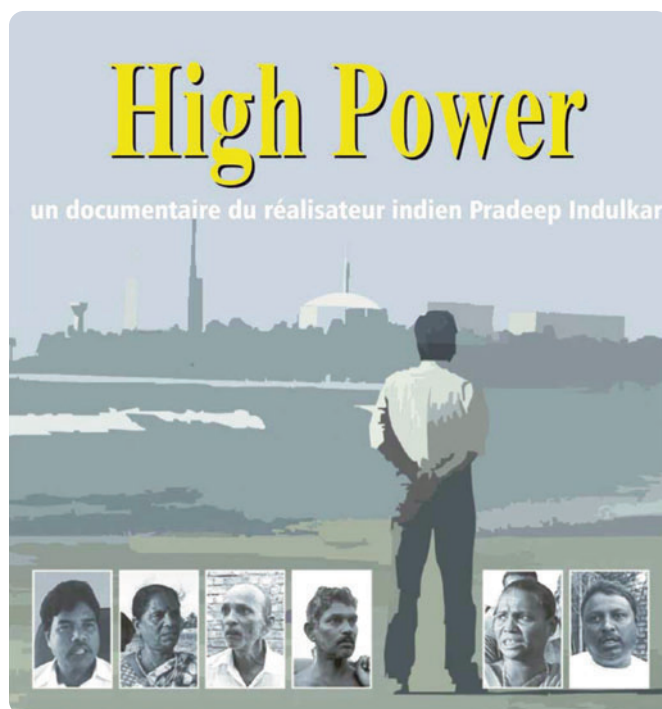
Le suivi de l'actualité et des actions internationales est assuré par un petit comité dynamique d'une dizaine de membres, administrateurs, personnes ressources et salariés qui assurent que perdurent et se multiplient de nombreux liens à l'international. Selon ses affinités et ses préférences linguistiques, chacun suit en particulier une zone géographique ou un sujet particulier : Allemagne, Etats-Unis, Grande-Bretagne, Inde, Italie, Japon, nucléaire militaire... Jean-Luc Thierry, membre du comité international, est chargé de la revue de presse anglophone rezo-nuke-info.

Intensification des relations franco-allemandes

En 2014, deux réunions franco-allemandes rassemblant une quinzaine de participants, dont la moitié de militants venus de différentes régions allemandes, ont été organisées sur plusieurs jours à la Maison de Bure. Elles ont donné l'occasion d'échanges intenses et chaleureux sur les sujets qui pouvaient toucher les deux pays : les allées et venues de matières radioactives entre les deux pays, les centrales à la frontière, la lutte contre l'enfouissement des déchets à Bure (la campagne "Bure 365" s'inspirant largement de la campagne "Gorleben 365" initiée par les opposants allemands à l'enfouissement) ...

Ces échanges ont été prolongés à l'occasion du camp contre les transports nucléaires de Kiel, soutenu par le Réseau, et d'une réunion internationale sur les transports à Münster auxquels nous étions présents. Les informations et les liens noués lors de ces échanges se sont révélés précieux pour la mise en oeuvre de la campagne "De la mine aux déchets, tous concernés !", notamment pour une surveillance concertée des convois d'uranium de Hambourg à Malvési.

Dans un autre registre, le Réseau a également eu l'occasion d'un échange avec des députés allemands du Bundestag, en visite pour comprendre les mystères de la "transition énergétique" à la française.



☀ Une deuxième tournée franco-indienne

Pradeep Indulkar, réalisateur du documentaire "High Power" sur la résistance à un projet de centrale en Inde, est revenu effectuer une deuxième tournée française du 30 octobre au 20 novembre 2014. Avec l'aide d'André Larivière (Groupe Brivadois Sortir du nucléaire), 15 projections ont été effectuées en Bretagne, dans le Sud-Ouest, rassemblant de 20 à 90 spectateurs à chaque fois et suivies de débats riches et animés. Outre le film "High Power", ont également été projetés des extraits de "Jaitapur en direct", qui montre l'état de la résistance au méga-projet d'Areva à Jaitapur (6 réacteurs EPR prévus, ce qui en ferait la plus grande centrale au monde !). Cette tournée constitue d'ailleurs l'occasion d'apporter un soutien à la résistance indienne contre Areva. Une grande banderole "Areva dégage !" a été signée par de nombreux spectateurs, en solidarité avec les militants indiens.

Des contacts suivis avec différentes organisations à l'étranger

Des contacts plus ponctuels ont eu lieu à différentes occasions avec d'autres militants de par le monde : avec les antinucléaires japonais (notamment pour dénoncer l'accord de recherche signé entre le CEA et le Japon pour le redémarrage du surgénérateur de Monju), la Turquie (avec une intervention d'André Larivière lors d'un événement organisé par Greenpeace contre le projet de centrale à Sinop), avec l'association antinucléaire russe Ecodefense (attaquée en justice par l'État pour avoir refusé de s'enregistrer comme "agent de

l'étranger"), avec des militants de Grande-Bretagne au sujet du projet d'EPR à Hinkley Point...

2015 : une coordination à prévoir à l'occasion de la conférence climatique ?

En 2015, ces échanges devraient se poursuivre et peut-être s'intensifier. À l'occasion de la conférence climatique (COP21), il sera nécessaire d'agir pour que soit bien visible à Paris le message porté par des militants du monde entier rappelant que le nucléaire ne sauvera pas le climat.



**MERCI À TOUTES ET À TOUS
POUR VOTRE ACTION AU SEIN DU
RÉSEAU “SORTIR DU NUCLÉAIRE”**